Le Numéro : 0.50 Vendredi 8 Octobre 1937 No 68

La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

C.E.R.M.T.R.I. FONDS D. RENARD PARIS

Vos Bulletins de vote ne changeront rien...

A BAS CHAUTEMPS !

Les travailleurs résisteront farouchement aux agressions capitalistes.
Pour l'augmentation des salaires ! Pour l'application des 40 heures !
Pour le contrôle des travailleurs !
Préparation de la grève générale ! Organisation des Soviets !

Après de nombreux pourparlers, le Conseil des Ministres a fait une déclaration unanime nouvelle qui n'a pas suscité d'opposition du parti communiste, ni de la C.G.T. Donc la combinaison officielle du Front populaire subsiste.

Dans cette déclaration nouvelle, un point mérite d'être épinglé car il soulève quelques questions. De la prochaine consultation électorale, il ne pourra sortir aucune modification gouvernementale, ont dit leurs Excellences. Qu'est-ce à dire ?

Le premier argument que pourrait soulever tout démocrate moyen, c'est que les consultations électorales sont précisément là pour permettre au peuple souverain de changer pacifiquement la direction de l'Etat. Ce premier argument devant rester sans réponse, une seconde question se pose : si les élections cantonales devaient être à droite, croyez-vous que ces démocrates impénitents songeraient à résister à la volonté du suffrage universel ? Le vocabulaire démocratique et radical épuisé, il reste que la déclaration de Rambouillet signifie clairement aux travailleurs qui vont marquer leur volonté en votant « à gauche », c'est-à-dire au profit des socialistes et des communistes et aux dépens des radicaux : bougres d'andouilles, votez, mais vous ne changerez rien, ça continuera comme dans les derniers mois.

Ça continuera, c'est-à-dire l'offensive capitaliste contre les salaires, contre les 40 heures, contre l'organisation ouvrière à l'usine. Ça continuera, c'est-à-dire les facilités aux riches et des impôts aux travailleurs. Ça continuera, c'est-à-dire la mitraille pour les travailleurs coloniaux (on leur envoie en plus Sarraut, le bourreau d'Indochine, l'assassin du 9 février) et aussi pour les travailleurs de France, comme à Clichy.

Ça continuera, parce que le Front populaire l'accepte, parce que Jouhaux et Frachon ont capitulé le 1er octobre à l'hôtel Matignon, parce que le parti communiste acceptera tout pour « la France aux Français », c'est-à-dire pour l'alliance franco-soviétique.

⁂

Ça continuera ? Si les ministres et les ministrables proposent, ils ne disposent pas. Et puisque les masses travailleuses sont averties que leurs bulletins de vote ne serviront à rien, elles devront bien recourir à d'autres moyens, aux manifestations ,aux grèves, aux occupations, qui sont aussi efficaces que des exportations de capitaux pour renverser un ministère.

Où en sont les masses travailleuses ? Elles veulent des mesures plus énergiques, plus catégoriques ; une partie encore assez faible comprend la trahison du Front populaire, une partie encore plus faible cherche déjà une voie nouvelle. Mais la grande partie des masses se trouve maintenant dans l'hésitation, tiraillées d'une part par la nécessité de lutter, et paralysées d'autre part par la crainte de la guerre. Des camarades revenus d'Espagne nous signalaient que sur le front, de nombreux militants révolutionnaires, indignés de la politique bourgeoise triomphante, hésitent à retourner « à l'intérieur » pour reprendre le combat révolutionnaire, de crainte que Franco ne profite de l'occasion. Un sentiment identique se trouve chez beaucoup de travailleurs : « Si on bouge, Hitler va en profiter pour nous tomber dessus. » Nous avons dénoncé à toute occasion cette conception, nous la combattrons implacablement, mais il n'est pas exagéré de dire que c'est en elle que réside le plus fort frein à l'action ouvrière ; sans elle, tous les boniments du Front populaire sur la « pause » auraient déjà été balayés par l'action des masses.

Mais même cela ne porte déjà plus ; la situation est grosse d'événements ; la déclaration de Rambouillet n'a pas supprimé la crise qui mûrit, elle ne l'a même pas différée. Ce ne sont pas des ministres socialistes et des députés communistes qui décident, ce sont les masses qui ne tarderont pas à intervenir.

⁂

Le plus grave danger, c'est l'absence de direction révolutionnaire. Dans toute la mesure de nos forces, pour que se crée dans la lutte cette direction indispensable, nous ne cesserons de développer les idées, le programme que nous avons affirmés depuis des mois et que notre congrès vient de réaffirmer à nouveau.

La situation actuelle est le produit de la crise du capitalisme et de l'impuissance du système démocratique à assurer la stabilité de l'exploitation capitaliste elle-même. La démocratie bourgeose ne peut plus rien donner aux masses, la paix moins que le reste. Et on ne saurait dénoncer trop vigoureusement les phrases prononcées par Roosevelt, à Chicago où règnent les marchands de cochons et les gangsters, phrases aussi dangereuses que celles prononcées par les deux assassins Hitler et Mussolini. C'est avec des phrases à la Roosevelt que Wilson a, vingt ans auparavant, entraîné les travailleurs américains au service de leurs exploiteurs.

La situation actuelle n'offre qu'une alternative : *victoire du fascisme ou victoire du socialisme ?* La guerre ne peut reculer que devant la victoire de la révolution prolétarienne.

Pour que le socialisme triomphe, il faut mettre un terme à la « pause », au recul devant l'offensive patronale, aux capitulations devant les radicaux. Il faut que la classe ouvrière passe à l'action, à l'offensive.

Sa volonté de lutte transparaît. Les meetings monstres de fonctionnaires et assimilés viennent encore de le montrer. La colère monte chez les postiers, chez les métallos, dans toutes les entreprises.

Comment lutter ? Comment mener le combat ?

Il faut opposer une résistance acharnée à toute tentative du patronat de reprendre les avantages acquis. A toute attaque contre les 40 heures, aux provocations, aux renvois, il faut riposter par *la grève avec occupation des entreprises*, malgré les déclarations des bavards de Rambouillet au service du patronat. Les grèves partielles ne peuvent suffire, de récents exemples le montrent, aussi faut-il étendre les mouvements, il faut préparer *la grève générale*. Ses objectifs : Augmentation générale des salaires, application des 40 heures, contrôle des travailleurs sur les entreprises, d'une part ; démission de Chautemps, d'autre part.

Les organisations officielles ne prépareront ni ne mèneront à bonne fin un tel mouvement ? Aussi faut-il que les travailleurs ne fassent confiance qu'à leurs propres forces, qu'ils créent des *Conseils d'entreprise* (Soviet), pour défendre leurs revendications, pour préparer la grève générale, pour imposer leur contrôle dans l'entreprise et sur le pouvoir, il faut qu'ils créent ces Soviets, qu'ils assurent l'*armement* de leurs organisations, car les bandes fascistes sont largement organisées sur ce plan, il faut que, par des congrès de délégués, les *liaisons entre ces Soviets* soient établies localement, nationalement, par industrie.

⁂

Le mouvement mûrit. C'est parmi les couches se revendiquant de l'avant-garde qu'on rencontre peut-être assez de scepticisme à ce sujet. Des militants qui ont vu la grève de juin 1936 ne réalisent pas que cette même classe ne vient pas graduellement à la révolution, mais dans une expérience faite de crises séparées par des périodes apparemment insignifiantes. Les serviteurs de la bourgeoisie sont beaucoup plus clairvoyants, ils sont inquiets et pas à tort, de leur point de vue. Aux militants révolutionnaires de ne pas se laisser surprendre comme le 6 février 1934 par le coup de force fasciste ou comme en juin 1936 par la poussée des masses.

Une nouvelle crise mûrit relativement vite. En s'organisant solidement dès maintenant, en préconisant inlassablement la création des Soviets, en s'apprêtant à en créer dès les premiers combats, l'avant-garde révolutionnaire peut décupler ses forces et préparer les conditions de la victoire révolutionnaire à une étape ultérieure. C'est à ce travail que le P.C.I. appelle les militants révolutionnaires.

" La France aux Français "

Dormoy renvoie les femmes et les enfants sous les bombes de Franco pour sauver un million par jour !

« La France aux Français », crie le parti stalinien. Deux jours après, son mot d'ordre trouve un commencement d'application : Dormoy refoule — pardon : rapatrie — ceux des réfugiés espagnols qui sont à la charge du budget. Ça coûte 1 million par jour !

Il faut qu'ils aillent défendre leur pays, a dit Vaillant-Couturier à une délégation. La G.d.V. de l'ancienne a son sort assuré pour la prochaine.

Mais, dans ceux qu'on refoule — non, qu'on rapatrie, — il y a « des femmes et des enfants », pour employer la formule du Front populaire, qui ont fui aux bombardements d'Irun, de Bilbao, de Guernica, de Santander. Et M. Dormoy (Marx) renvoie ces femmes et ces enfants à Valence et à Barcelone, qui commencent à subir les bombardements.

Un million par jour sera sauvé ! que le budget pourra consacrer aux armements. Un million qu'on n'a pas pu faire payer aux riches.

Tout par le Front populaire... pour un million par jour et pour « La France aux Français.

— Une affiche historique... —

LA FRANCE AUX FRANÇAIS

Assez des Troncoso et des Tamburini !
Assez de meurtres, de crimes, d'attentats !
Pour que l'ordre règne en France, il faut en finir avec les dynamiteurs les espions, les traitres, agents du fascisme international !
C'est cette volonté du peuple de France qu'exprimera le Parti Communiste au

GRAND MEETING

Mardi 28 Septembre, à 20 h. 30, au Vel d'Hiv,
Sous la présidence de

MARCEL CACHIN

... et la réplique des travailleurs sous l'uniforme

« La fierté d'être soldat »

Un groupe de soldats du 172e R. I. F. répond à « l'Avan.-Ga.de »

NOUS avons sous les yeux le numéro 725 du « Conscrit », supplément de « l'Avant-Garde », édité par la Fédération des Jeunesses Communistes de France, et... nous bondissons littéralement à la lecture de certains passages.

« Le soldat de France ne veut pas être commandé par des officiers qui font de la propagande pour Doriot ou de La Roque »... et, plus loin : « Il est reconnaissant au F.P. d'avoir apporté certaines améliorations ». Alors Raymond Guyot — ce même R. Guyot qui, jadis, connût la geôle pour menées antimilitaristes ! — nous parle du prêt à dix sous, de la prime alimentaire, des permissions, des conditions d'hygiène, aménagements de bibliothèques, etc., etc..., en un mot c'est ce que nous appelons « un coup de peinture rose sur la façade du F.P. »

Hélas, mon pauvre R. Guyot, comment peux-tu affirmer de telles inexactitudes avec un tel optimisme ? Sais-tu ce que l'on pense ici en te lisant ? « Quel est le « bleu » qui a écrit ça ? C'en est encore un qui croit au Père Noël » ! C'est trivial, vulgaire, ça sort du peuple, cette expression, mais, n'est-ce pas toujours la vérité qui est dite dans ces boutades populaires ? Et le peuple, avant tout, puisque tu veux le défendre, te demande de tenir compte de son avis.

Oui, tu nous parles des officiers factieux comme si tu parlais de choses inexistantes, alors que tous nos officiers sont factieux dans l'âme ! Ici, et partout ailleurs, à part quelques-uns qui sont radicaux « pâlis » tout au plus, on n'en trouve pas un seul qui n'ait pour lecture : « L'Action Française », « l'Echo de Paris », « Le Jour », « Figaro », « Le Matin », « Le Flambeau », etc...

Dernièrement, à l'arrivée des « bleus », on a laissé distribuer officieusement, mais distribuer quand même, le « Flambeau de l'Est »....

Le premier dimanche de présence à la caserne a été occupé par une visite **obligatoire**, colonne par quatre, au Foyer Jeanne-d'Arc... Nous ne citerons que ces deux cas, nous ne pouvons pas consacrer notre papier uniquement à vous fournir des exemples, ces preuves irréfutables sont prises entre bien d'autres, et nous en attendons de pied ferme un démenti quelconque soit-il !

Voilà, gens du F.P., la vraie figure des cadres de notre Armée « Républicaine » (!), car nous sommes en relations avec d'autres soldats de plusieurs régiments de Strasbourg et **tous** nous ont affirmé, tous nous ont dépeint un tableau semblable è celui que nous avons journellement sous les yeux. C'est pourquoi l'état de choses que nous vous décrivons n'est pas spécial au 172 R.I.F., il est **général**, quoi qu'on en dise. Nous estimons avec la majorité qu'il est donc inadmissible de parler d'amélioration dans de telles conditions. A ceux qui prétendent que ça a changé, nous répondons d'un commun accord : Non !

Que nous importe, en effet, le prêt à dix sous, si au lieu de payer un bock cinquante centimes autrefois, nous le payons soixante-dix centimes maintenant ! Que nous importe la prime alimentaire si nous sommes toujours aussi mal nourris !

Les permissions, ah, oui, alors, parlons-en ! A l'heure actuelle, voici bientôt onze mois que l'un de nous n'a pu obtenir sa première permission de détente. L'hygiène : voilà trois mois que nous n'avons pas pris de douche... pour être propre il faut aller se baigner dans le Rhin, chose absolument interdite et punissable. Aménagement des bibliothèques : Ah, la bonne blague ! vous avez tout juste le droit de lire le « Flambeau de l'Est » et c'est tout.

Dans un autre article, Maurice Léchaux conseille aux futurs soldats : « Faites-vous couper les cheveux assez courts, pour éviter la boule rasée à l'arrivée ». C'est un aveu. Vous reconnaissez qu'on nous fait la boule rasée ; eh bien, au lieu de donner le conseil de se faire couper les cheveux assez courts, Maurice Léchaux ferait mieux de consacrer sa prose à réclamer la suppression de ces mœurs moyennageuses.

(*Suite en 4e page.*)

Les crimes policiers s'accumulent...

La bourgeoisie exploite le terrorisme pour faire passer ses mesures de répression

Le Guépéou assassine Ignace Reiss « retournant à Lénine »

De toutes les histoires policières qui occupent la presse, il y en a une qui atteste avec une évidence indéniable que toutes les forces de la contre-révolution entendent utiliser ces manifestations de violence surgies de l'âpreté des contradictions de la situation uniquement pour démoraliser les masses et faire passer les pires mesures anti-ouvrières. Dans l'assassinat d'Ignace Reiss, aux environs de Lausanne, il n'y a aucun mystère. Ignace Reiss n'était pas un vulgaire instrument, un agent mangeant à un ou plusieurs râteliers, c'était un des plus hauts dirigeants du Guépéou, où il avait travaillé des années durant par foi révolutionnaire. Les procès contre les vieux bolcheviks le déterminèrent à rompre avec le stalinisme qui menait la classe ouvrière aux catastrophes. En août dernier, il envoyait sa lettre de rupture, don nous avions publié certains extraits. Reproduisons-les :

J'ai derrière moi seize années de travail illégal ; ce n'est pas peu, mais j'ai cependant encore assez de forces pour tout recommencer. Car il s'agit bien de cela : tout recommencer. Il s'agit de sauver le socialisme ! La lutte a commencé depuis longtemps, je veux en être.

Le bruit fait autour des aviateurs du Pôle doit couvrir les cris des suppliciés des caves de Svobodnaja, Minsk, Kiev, Leningrad et Tiflis. Cela ne réussira pas. La parole, la vraie parole, est toujours plus puissante que le plus puissant moteur.

Il est plus facile aux aviateurs de gagner la faveur des ladies américaines et de la jeunesse des deux continents, abrutie par les sports, qu'à nous de toucher l'opinion publique mondiale et d'éveiller sa conscience. Que l'on ne s'y trompe pas. La vérité finira par gagner le combat, et le jour de la justice est proche, beaucoup plus proche que ne pensent ces gens du Kremlin.

Le mouvement ouvrier devra vaincre Staline et le stalinisme s'il ne veut pas, lui et l'Union Soviétique, devenir définitivement la proie de la contre-révolution et du fascisme.

Cet opportunisme le plus néfaste, allié à une répression sanglante et à la calomnie, menace de submerger le monde et de détruire ce qui reste du mouvement ouvrier.

Lutte sans merci contre le stalinisme.
Pas de front populaire, mais lutte de classe. Pas de comités, mais intervention de la classe ouvrière pour sauver la révolution espagnole, voilà la tâche du moment.

Non, je n'en suis plus. Je reprend ma liberté. **Je retourne à Lénine, à son enseignement et à son œuvre.**

Je veux mettre mes modestes forces au service de son enseignement ; je veux lutter et seule notre victoire — la Révolution prolétarienne — sauvera l'humanité du capitalisme et l'Union Soviétique du stalinisme.

En avant pour la lutte pour le socialisme et la Révoluion Prolétarienne ! Pour la création de la IVe Internationale !

« Je retourne à Lénine. » Un mois après, il était assassiné près de Lausanne. Staline reste fidèle à lui-même. Il fit exécuter, sept ans auparavant, Blumkine, également membre du Guépéou, parce qu'il avait pris contact avec Trotsky à Constantinople. Il prépare les exécutions de ceux qui restent fidèles à Lénine, par l'assassinat de Reiss il veut effrayer ceux qui songeraient à « retourner à Lénine ». Cette haine de la contre-révolution ne nous étonne pas-; elle pose pour nous le problème de la défense et des représailles. Au moment où des nouvelles parviennent que la vie de Trotsky est encore menacée, rappelons que, l'an dernier, nous avons par télégramme à l'ambassade soviétique affirmé notre résolution de ne pas laisser un tel crime se commettre impunément. L'assassinat de Reiss ne peut que renforcer notre résolution.

⁂

Au prolétariat de s'organiser pour vaincre par la violence et exercer sa terreur de classe

Ceci posé, revenons-en maintenant à l'exploitation bourgeoise de ce crime. La réaction fait un certain tapage, mais pas trop cependant, elle est beaucoup plus soucieuse de l'existence du général Miller, car celui-là c'était un des siens qui n'a jamais songé à aller ou à retourner à Lénine. La social-démocratie prend l'attitude la plus pleutre qu'on puisse imaginer, elle cherche par quelques insinuations à soulager sa conscience, pendant qu'un Zyromski se fait le défenseur des assassins de Nin, qui sont aussi ceux de Reiss.

Mais tous ces forbans qui ont tous des crimes à leur actif, qui stipendient des terroristes les uns chez les autres, se gardent bien de situer le caractère politique de l'assassinat de Reiss, elle l'embrouille dans toutes les histoires de feuilletons de concierges qui remplissent la presse. Pourquoi cela ? Pour désorienter les couches les moins conscientes, les moins averties des masses travailleuses, pour les laisser désemparées devant des « forces occultes », pour les préparer à la guerre, aux explosions chauvines et aux déchaînements contre des boucs émissaires, déclarés coupables de tous les crimes. Et surtout, pour faire passer sans plus tarder les pires mesures de répression contre les ouvriers et contre les militants révolutionnaires.

Perquisitions sur perquisitions, sous prétexte de chercher des bombes, mais en réalité pour mieux connaître les militants révolutionnaires.

Arrestations et expulsions de nombreux travailleurs « étrangers », livrés souvent à Hitler ou à Mussolini.

Refoulement de milliers de travailleurs espagnols, dans des conditions abominables, livrés aux bombes de Franco et à la répression « républicaine ».

Les romans policiers sont répandus comme des écrans de fumée qui permettent à la police de M. Dormoy (qui se prénomme par dérision Marx) de porter les coups les plus sauvages contre l'avant-garde révolutionnaire.

Toutes les polices d'Europe, depuis la Gestapo jusqu'au Guépéou, en passant par la Sûreté nationale, tout en se livrant une lutte acharnée où les crimes ne manquent pas, parviennent à s'entendre contre les militants révolutionnaires. Dans ce débordement de répression sauvage, le regroupement est difficile, mais la révolution prolétarienne poursuivra sa marche. Ce déchaînement de crimes lui-même atteste la faiblesse des régimes établis. Le prolétariat reprendra conscience de sa force et de ses objectifs, il saura user de la terreur de classe pour liquider le vieux monde.

Lire en 4e page

La discussion et les résolutions du 3e Congrès du P.C.I.

Prenez note :

Notre permanence :
36, Rue du Château-d'Eau
(au fond de la cour
Chaque soir de 18 à 20 h
le samedi de 16 à 20 h

Les problèmes de la construction de la IVe Internationale

DURANT les derniers mois, de nombreux militants d'organisations internationales partisans de la IVe Internationale (groupes isolés ou officiels), ont pris contact avec notre organisation.

De l'examen auquel nous nous sommes livrés récemment avec ces militants, il ressort très nettement que les différents groupes partisans de la IVe Internationale **s'ignorent, méconnaissent les expériences respectives, sont inaptes à tirer les leçons d'une activité nationale au profit de l'autre section.** Selon que les groupes sont officiels ou non, **les faits cessent d'être les faits.** Ainsi sont faussés les éléments d'investigation des expériences réelles, les leçons sont aussi faussées par une polémique plus ou moins violente.

⁂

Les militants qui ont pris contact avec nous ont manifesté leur surprise de l'existence d'un groupe prolétarien (P.C.I.) dont les forces ne dépendent pas du bluff que l'on fait à son sujet, mais se manifestent par le travail effectif, systématique, qu'il est capable de réaliser. De cela, les militants d'Amérique et d'Europe centrale n'avaient aucune idée. L'information qu'ils avaient officiellement était faussée par cette tendance bureaucratique qui consiste à croire que l'on grossit ses forces en diminuant celles du voisin, ou en exagérant ses propres forces d'une façon grossière.

Ces militants ont été unanimes à estimer avec nous qu'il faut répondre à la volonté de lutte des ouvriers révolutionnaires par l'organisation du front unique entre les forces qui se réclament de la IVe Internationale. **Il faut réexaminer tous ces problèmes en fonction de l'intérêt du mouvement ouvrier et uniquement en fonction de cela.**

⁂

On ne peut songer plus longtemps que la division des B.-L. ne puisse être résolue. On ne peut considérer plus longtemps comme une chose sérieuse le silence du « Centre pour la IVe » devant notre adhésion réitérée ; on ne peut admettre l'absence de liens avec notre organisation qui porte le même drapeau de la future IVe Internationale dans les usines, les casernes, les champs ; on ne peut rejeter nos militants qui sont l'objet de la même haine et de la même répression de l'ennemi de classe.

Seule, la couardise peut faire que l'on se taise sur un tel problème ; telle fut l'opinion de sérieux militants.

⁂

Nous devons dire qu'il a été cité de nombreux cas semblables dans d'autres pays, cas n'ayant pas directement les mêmes prétextes mais ayant les mêmes causes. On ne peut non plus admettre que subsiste cet éparpillement des partisans de la IVe Internationale pour des causes qui pourraient trouver une solution dans une seule organisation.

Une autre question se greffe sur la précédente. Ceux qui militèrent des années pour l'opposition de gauche de l'Internationale Communiste observent que cette situation difficile en grande partie créée par l'organisation internationale actuelle, provoque dans la base prolétarienne des organisations objets de ces mises en quarantaine, un courant à considérer Léon Trotsky comme le responsable de cette situation. Les militants observent que, dans la plupart des cas, cette tendance « anti-trotskyste » était basée sur le fait que les plus bruyantes fidélités apparentes s'avèrent souvent sur les grands problèmes comme la doublure de notions étrangères aux bolcheviks-léninistes. La sélection ainsi s'opère à rebours.

Nous ne pensons pas qu'on puisse faire œuvre utile en attribuant des responsabilités personelles à ce qui provient des difficultés politiques qui trouvent leur origine dans le reflux de la révolution prolétarienne et dans le triste héritage du stalinisme.

Il ne s'agit pas, en face d'une pareille situation de faire de l'anti-trotskysme sous une autre forme. Il faut prendre, même si cela doit être dur, des responsabilités politiques, entreprendre dans la classe ouvrière un travail productif. C'est cela en définitive qui décide et qui décidera.

Devenons plus aptes à appliquer notre programme révolutionanire ; n'appliquons pas les méthodes que nous condamnons, ainsi nous créerons les conditions qui permettront la construction de la IVe.

Un petit exemple

Les J.S.R. ont exclu un des signataires de cette démission, dont nous donnons ci-après quelques extraits, après l'avoir reçue, truc bien connu dans les P.S. et P.C. ; pour ces cas, les exclusions ne traînent pas.

Paris, le 28-8-37.

Camarades,

Lorsque nous sommes arrivés sur la plate-forme B.-L., nous avons adhéré à la J.S.R., jeunesse adhérente à la IVe Inter.

A peine entrés, nous qui venions lutter pour la Révolution dans une organisation révolutionnaire, nous n'entendions pour toute éducation que ces mots : « Molinier est un escroc, Molinier est un flic, un aventurier, etc... ». Que vouliez-vous que nous fassions ?

Nous avions confiance dans notre organisation et nous avons tout cru, tout accepté. Mais cependant nous cherchions à connaître ces escrocs, ces aventuriers qui essaient de se proclamer eux aussi de la IVe Inter. Plus les calomnies se faisaient jour, plus nous désirions savoir, nous espérons là-dessus que vous n'avez pas oublié la phrase de Trotsky : « Celui qui croit sur parole est un idiot sans espoir ».

Et le bourrage de crâne continuait : « Il n'y a pas de démocratie au P.C.I. Molinier exerce des pressions financières : voilà ce qu'on nous rabâchait. Nous avons assisté au Congrès du P.C.I., à maintes reprises Molinier s'est fait mettre en minorité. Pression financière que cela ? Pas de démocratie, laissez-nous rire. C'est à la J.S.R. qu'il n'y en a pas ! A-t-on déjà permis à un membre du P.C.I. de parler dans une réunion du P.O.I. si ce n'est sous condition ?

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé de rompre avec la J.S.R. pour continuer à lutter dans l'autre section pour la IVe, le P.C.I. et sa jeunesse.

Nous vous prions d'insérer cette lettre dans le prochain Bulletin intérieur du Parti. Sinon, nous nous verrions obligés d'employer d'autres moyens pour faire connaître cette lettre aux adhérents du P.O.I. et des J.S.R.

Agréez, camarades, nos saluts révolutionnaires.

Signée par : M.K.
A.D.
Léon.

A la veille du XX e anniversaire d'Octobre

La contre-révolution stalinienne frappe à coups redoublés

PAS un jour ne passe sans que d'Union Soviétique parvienne un télégramme annonçant que « le tribunal de X... a jugé un groupe de contre-révolutionnaires, saboteurs, terroristes, trotskystes, etc., et les a condamnés à la peine de mort. Le plus souvent, l'anonymat subsiste dans la presse non soviétique sur ceux qui sont exécutés.

Toutefois, parfois, les noms parviennent et l'on apprend que le Tribunal a ordonné l'exécution d'anciens présidents ou d'anciens commissaires du peuple des républiques soviétiques qui sont à la périphérie de l'U.R.S.S. Aucun commentaire ne suit. Et pour cause. Depuis l'exécution de Toukhatchevsky et des principaux dirigeants de l'Armée rouge, qui peut s'étonner des mesures frappant des bureaucrates qui, quels que soient leurs titres, avaient une importance beaucoup moindre dans l'appareil soviétique que les cadres dirigeants de l'armée ?

Dans « l'Humanité » de ces derniers jours, Cachin, bonne à tout faire, disait de Toukhatchevsky et des autres généraux exécutés, qu'il ne s'agissait que de quelques cas isolés de trahison. Mais ces cas « isolés » de trahison touchent la majorité des cadres des appareils des Républiques soviétiques : 4 présidents de République sur 7, des commissaires du peuple par dizaines.

Combien d'exécutions ? Un journaliste donnait récemment le chiffre de 500. Il est certainement au-dessous de la réalité. En outre, il y a les exécutions différées, les condamnations à une mort plus lente, les suicides imposés. Tous ces faits sont, en réalité, l'expression d'un vaste coup d'Etat qui s'opère en U.R.S.S. Nous n'avons rien qui permette de connaître le dessous des cartes ni de démêler quelques fils dans les complots, cabales et intrigues qui, certainement, se tramaient et se trament en U.R.S.S. Si intéressante que puisse être cette connaissance, elle n'a d'ailleurs qu'un intérêt très relatif quant au développement des forces de classes en U.R.S.S. L'histoire de la Révolution française nous en apporte de multiples exemples.

Robespierre fut renversé par une coalition de « Thermodiriens de droite » et de « Thermidoriens de gauche ». De Thermidor jusqu'au Consulat et à l'Empire, il y eut encore une série de crises où se heurtèrent des éléments de « gauche » et de « droite ». Mais la volonté des hommes ne compta pas ; les rivalités secondaires, ce fut le reflux révolutionnaire qui les utilisa, parfois même contre les instructions de ceux qui marquèrent des points au cours des crises.

En U.R.S.S., ce qui actuellement domine les conflits dans l'appareil bureaucratique et les utilise à son profit, c'est la poussée de la contre-révolution, des forces capitalistes qui veulent rétablir un régime où sera supprimé tout ce qui subsiste des conquêtes d'octobre (en dehors de l'abolition du féodalisme, bien entendu). Ainsi, ces coupes sombres dans les appareils des républiques n'expriment pas encore l'existence d'un nouvel impérialisme, mais déjà les forles tendances impérialistes qu'aurait le capitalisme d'U.R.S.S. s'il parvenait à l'emporter. Il est certain que la crise de la société soviétique ne peut manquer de développer les forces centrifuges, en premier lieu des tendances séparatistes dans les républiques pour se détacher de la Grande-Russie, pour s'alléger de ce lourd appareil, militaire et policier notamment, qui entraîne le paiement de lourds impôts à ces pays qui, malgré tout, ne peuvent pas recevoir une compensation suffisante. L'ancienne constitution léniniste reconnaissait à ces républiques le droit unilatéral de sortir de l'Union soviétique ; Staline liquide, par la mort, les hommes de son appareil qui, placés par lui à la tête de ces républiques, n'ont pas pu liquider ces tendances séparatistes. Mais les remplaçants rencontreront ces mêmes tendances et... peut-être, le même sort.

Il faut observer aussi que les condamnations sont prononcées contre le « nationalisme » au moment même où le régime fait un effort immense pour le développement du nationalisme grand-russien, ainsi que nous l'avons montré dans l'article paru dans le numéro précédent sur l'U.R.S.S.

⁂

La contre-révolution avance à grands pas ; au XXe anniversaire des journées d'octobre, elle est presque triomphante. Ceux qui subsistent des combattants de 1917 et des années de guerre civile célèbreront ces journées emprisonnés dans les cachots, les isolateurs et les camps de concentration de Sibérie.

Mais les contradictions pour la bureaucratie soviétique s'accumulent ; avant tout, son jeu double vis-à-vis du prolétariat mondial, de la crise révolutionnaire en France, apparaît à un nombre chaque jour plus grand. Les premiers ébranlements du stalinisme ici auraient une répercussion immense en U.R.S.S.

Les grandes vedettes

Sébastien Faure et Marcel Cachin ! Quelle idée d'unir ces deux noms, dira-t-on ? Quelques lignes écrites par l'un et l'autre ces jours-ci contre Trotsky nous ont amené à faire ce rapprochement qui, après tout, n'est pas si extraordinaire au fond.

Sébastien Faure n'a pas encore digéré le rappel de son entrevue avec Malvy, la page de lui que nous avons publiée récemment dans « La Commune ». Il a trouvé un prétexte d'exprimer sa colère à propos de la taille des caractères de notre affiche annonçant la réunion sur l'Espagne, où notre camarade Remy rendit compte de son année de séjour en Espagne. Sébastien Faure — qui a décrit son émotion lors d'un entretien chez Malvy — prend un petit ton supérieur contre les trotskystes, qui ne sont pas des révolutionnaires, qui n'ont aucun nom « susceptible d'attirer un auditoire de quelque importance », qui sont les « admirateurs du Gallifet russe ».

Mais qui ne se souvient d'avoir entendu Marcel Cachin, — avec tout autant de trémolos dans la voix que Sébastien Faure — parler avec mépris des trotskystes comme n'étant pas des révolutionnaires et comme un groupuscule qui ne serait suivi par personne. Quant au qualificatif de « Gallifet russe », Cachin n'avait pas evcore songé à celui-là ; et s'il doit bien regretter que Sébastien Faure ait pris les devants, il pourra s'en consoler en pensant que Staline lui souffler quelque chose de mieux encore.

⁂

Il y a quelques semaines, Sébastien Faure célébrait les « réalisations » des anarchistes espagnols, comme Marcel Cachin proclame les « réalisations » des bolcheviks à la Staline. L'un et l'autre soutenaient ceux des anarchistes et ceux des bolcheviks qui s'étaient bureaucratisés et avaient renoncé à la révolution prolétarienne. Ces deux vieilles coquettes qui spéculent sur leurs talents oratoires pour bourrer le crâne aux travailleurs n'aiment pas les trotskystes qui n'ont aucun « nom ». Il nous suffit d'avoir un programme ; quant aux « vedettes », qu'elles aillent à Hollywood, ce serait autant de gagné pour la classe ouvrière.

Les Livres

"Un mineur français chez les Russes"

ON se souvient que, quelques mois auparavant, des articles rédigés par le Secrétaire de la Fédération des Mineurs, Kléber Legay, membre du Parti socialiste, et concernant un voyage qu'il venait de faire en U.R.S.S., firent quelque bruit. C'était au moment du second procès, celui qui visait les prétendus « sabotages » ; techniquement, Kléber Legay démontait la machination. Il donnait également des indications sur la vie des ouvriers mineurs en U.R.S.S. et aussi des femmes employées dans les mines.

Dans le petit livre que Kléber Legay vient de publier, nous retrouvons ces informations, ces données, des chiffres précis absolument irréfutables. Un Fernand Grenier quelconque, appointé des Amis de l'U.R.S.S., sera chargé de lui répondre ou a déjà préparé une réponse ; peu importe cette littérature faite par des gens qui n'y croient pas et qui ne contient rien. Les données exactes sur l'U.R.S.S. commencent aujourd'hui à être connues largement, malgré le bourrage de crânes stalinien ; et, d'ailleurs, les plus malins dans l'appareil bureaucratique commencent, à cet effet, à se situer sur une nouvelle position : ils ne nient pas les chiffres, mais ils marquent les progrès sur la Russie tzariste et ils invoquent la nécessité de faire des sacrifices pour le socialisme.

Dans la liste des ouvrages, grands ou petits, qui apportent une contribution à la connaissance de la situation du prolétariat en U.R.S.S., le livre de Kléber Legay est n'est pas ce grief qui, nous nous, est essentiel : après tout, en quelques semaines, il ne pouvait acquérir le savoir de l'ouvrier Yvon.

Mais le livre de Kléber Legay, nous le disons carrément, est un des plus médiocres que nous ayons lus sur l'U.R.S.S. Kléber Legay est un ancien mineur, son livre a été préfacé par cet autre ancien mineur qu'est Dumoulin, ancien secrétaire de la C.G.T. et aujourd'hui secrétaire de l'Union des Syndicats du département du Nord. Mais Dumoulin comme Kléber Legay, sont deux réformistes d'un type particulièrement dangereux, qui, à l'occasion, manient la phrase révolutionnaire, mais qui suent de toutes parts les tendances du petit bourgeois français les plus caractérisées, les plus fieffées. Dans son livre, Kléber Legay le montre de bout en bout. Il est un Français qui va voir les Russes, il n'est pas plus couillon qu'eux et il ne s'en laissera pas conter. Voilà Kléber Legay. Chaque fois qu'il fait une observation révoltante sur le sort des travailleurs soviétiques, sur l'attitude de la bureaucratie, il ne tire aucune conclusion révolutionnaire, mais il pense que les ouvriers français n'ont pas « à recevoir de leçons d'un pays étranger ».

D'un bout à l'autre du livre, la rengaine revient : chez nous, c'est mieux. Et le sentiment de Kléber Legay est bien clair : ils ont peut-être fait des progrès, mais ça ne nous regarde pas, qu'ils nous fichent la paix, j'en reste quant à moi sur mon vieux socialisme de Salengro et de Lebas. On sait ce que cela veut dire. Ainsi Legay débine l'esprit militariste qu'on inculque à la jeunesse en U.R.S.S. et il affirme son « pacifisme ».

Quant à nous, si nous combattons l'esprit patriotard, chauvin et militariste que la bureaucratie développe en U.R.S.S., nous n'oublions pas que le « pacifisme » de Kléber Legay, de Dumoulin et Cie s'accommode fort bien de bravos pour Blum et Paul Faure (plus discrets peut-être que ceux adressés en service commandé à Staline) et des milliards pour les budgets de guerre de l'impérialisme français.

Après avoir lu le livre de Kléber Legay, nous ne voyons qu'une leçon à tirer : renforcer notre lutte antistaliniste, mais pas avec l'aide des Kléber Legay. Son anti-stalinisme, c'est comme l'antifascisme de beaucoup, une étiquette qui cache une marchandise peu ragoûtante : le conservatisme petit-beourgeois français.

Notes Internationales

LES CORRESPONDANTS PARTICULIERS DE L' « HUMANITE »

En dépit de tout, il est difficile de suivre et de noter au jour le jour les turpitudes des staliniens. Il n'y a pas de jour où la prose de l' « Humanité » ne contienne la demi-douzaine de citations, de perles, de trouvailles ahurissantes, même pour qui affirme s'attendre à tout voir de la part de ces gens.

Tout de même, on ne peut pas ne pas mentionner le dernier concours que vient de s'assurer l' « Humanité », celui de la maréchale Tchan-Kaï-Chek, correspondante sur le front d'Extrême Orient. La collaboratrice de l' « Humanité » est aussi la collaboratrice du bourreau des ouvriers de Shanghai, de Canton. Lorsque, après s'être servi du parti communiste, Tchan-Kaï-Chek se livra en 1927 à une répression sanglante, les stalinistes crièrent à la trahison et au « fascisme » de Tchang-Kaï-Chek. Mais tout cela est bien oublié par eux. Staline ne crie plus à la trahison ; il opère aussi bien et mieux encore.

« RULE BRITANNIA »

Dimanche dernier, manifestation fasciste et contre-manifestation ouvrière à Londres. De sérieuses bagarres. Les fascistes ne purent défiler que parce qu'ils étaient sous la protection de la police de Sa Majesté ! On ne saurait qu'être heureux de la vive riposte du prolétariat londonien.

Toutefois, les nouvelles annoncent aussi que la contre-manifestation ouvrière chanta non seulement l' « Internationale », mais aussi le « God Save the King » (Dieu protège le roi), l'hymne national, et le « Rule Britannia ».

En France, pour faire avaler la « Marseillaise », il fallut à MM. les staliniens grand renfort d'éloquence pour expliquer que c'était un chant révolutionnaire, qu'il fallait le reprendre à la bourgeoisie, etc., etc... Nous serions très curieux de connaître l'argument de Pollitt et des staliniens anglais, ou plus exactement britanniques, pour faire chanter le « Rule Britannia », chant spécifique de l'impérialisme britannique : « la Grande-Bretagne règne sur les flots ! »

Il devient de plus en plus clair maintenant pour beaucoup ce qu'est la politique de l'Internationale Communiste et de ses sections. Les principes de Lénine sont foulés aux pieds. C'est ici « LA FRANCE AUX FRANÇAIS ! », c'est là « RULE BRITANNIA », mais tout cela n'a qu'un objectif : « STALINE UBER ALLES ! ».

LE STATUT DES REFUGIES

Le découpage invraisemblable de la carte d'Europe par le traité de Versailles, la guerre civile dans de nombreux pays, avaient entraîné une situation inextricable pour des dizaines de milliers d'hommes, qui n'avaient aucune pièce d'identité et qui ne pouvaient en obtenir d'aucun gouvernement. La S.D.N. eut trouver une sorte de correctif à cet état de fait : le « passeport Nansen » fut créé, des organismes de la S.D.N. assurèrent des secours aux réfugiés.

A la dernière session de la S.D.N., ces dispositions, qui n'ont rien de révolutionnaire, se trouvent menacées... parce qu'un Etat ne veut pas poursuivre cet effort. Cet Etat, c'est l'U.R.S.S., et Litvinov a donné comme argument que son pays ne voulait pas entretenir les Russes blancs. Or, sans disposer de la moindre des statistiques, il est facile de se rendre compte que ces dispositions ne serviraient qu'un tout petit nombre de Russes blancs, et évidemment pas ceux qui ont emporté des fortunes.

Alors cette mesure ne peut atteindre que des hommes réduits à la pire misère. La bureaucratie soviétique n'a aucune considération à leur sujet. Le nationalisme soviétique fait de la surenchère aux autres nationalismes.

Des abonnements !

Des souscriptions !

La vie du Parti Communiste Internationaliste

Nous accordons une large place au Congrès. Mais le P.C.I. n'a pas limité son activité à la préparation et à la tenue du Congrès.

Sur l'Espagne, une réunion fut organisée à la Mutualité, nous en parlons par ailleurs. Des groupes de province préparent à leur tour l'organisation d'une tournée de conférences où notre camarade Remy fera sa conférence sur une année en Espagne.

Les différentes branches de travail réorganisées à la suite du Congrès ont commencé à fonctionner.

TRAVAIL SYNDICAL

Le plan de travail présenté au Comité Central a été adopté. **La Commission syndicale se réunira le samedi 9 octobre, à 15 heures.**

PUBLICATIONS

En plus du journal, un numéro de revue est en préparation qui contiendra un certain nombre d'études sur la lutte de classes en France et dans le monde, ainsi qu'un compte rendu des principales interventions au Congrès.

Une affiche a été éditée pour les élections. Les groupes de Paris doivent passer au siège pour en assurer également le collage.

Nos camarades du Havre ont assuré, à l'occasion des élections cantonales, l'affiche de la démission de 2 membres du P.C. et de 3 membres des J.C. qui rompent avec un parti de trahison et rejoignent le P.C.I.

JEUNESSES.

Dans le prochain numéro, un important article y sera consacré. Les jeunes ont commencé à appliquer les décisions du Congrès

Dès lundi prochain fonctionnera un cours marxiste.

"La Commune" deviendra une arme encore meilleure...

Doit-on présenter à nouveau notre journal, son intérêt pour la classe ouvrière, ses luttes sous toutes les formes contre la bourgeoisie ?

Doit-on dire que de nombreux militants y puisent les plus précieux arguments contre le patronat et ses valets stalinistes et réformistes ? Ainsi, nous avons appris tout à fait par hasard qu'un militant syndical sans aucun rapport avec nous utilisa des passages entiers de la « lettre aux métallos » dans une assemblée de son organisation.

Est-il nécessaire d'insister sur les saisies successives de « La Commune », témoignage par lequel la bourgeoisie reconnait son ennemi ?

Le 3e Congrès du Parti Communiste Internationaliste a décidé, pour redoubler sa lutte contre le capitalisme et ses alliés, de faire de gros efforts pour son journal, qui est une de ses principales armes et aussi la plus précieuse. Pour surmonter les difficultés que dresse la bourgeoisie pour enrayer la parution de la presse révolutionnaire (saisies, perquisitions, vie chère qui se traduit par une augmentation des prix d'imprimerie et des frais d'expédition, etc.) les militants de notre organisation sont décidés à lutter avec la plus farouche énergie. En conséquence, notre Congrès a décidé de tout faire pour le maintien du format actuel de « La Commune » et de faire le maximum pour l'amélioration constante sous toutes ses formes du journal.

Mais le sacrifice continuel de nos militants n'est pas suffisant, et il est anormal que le lourd fardeau soit supporté par ceux qui apportent leur contribution sur tous les plans. Nos lecteurs et amis doivent le comprendre et en saisir l'importance.

SANS VOTRE AIDE IMMEDIATE, la parution régulière de « La Commune » est en péril ; son prix actuel de 0 fr. 50 sera d'ailleurs difficile à maintenir longtemps.

SANS VOS CRITIQUES INCESSANTES, sans votre correspondance régulière, pas de progression réelle de NOTRE journal, qui est aussi VOTRE journal.

Camarades ouvriers, Camarades paysans, Amis et Lecteurs, sur le lieu de votre travail, à l'usine, aux champs, partout où vous vous trouverez, pensez à la vie difficile de votre journal, envoyez votre souscription, inscrivez-vous à la phalange, et collectez, abonnez-vous et faites des abonnés, sans relâche et sans défaillance pour que « La Commune » vive.

L'Administration.

Nous avisons par cette note les groupes qu'ils doivent assurer le règlement de ce numéro en temps voulu. Les groupes de Paris ont été avisés de régler les numéros en venant prendre le journal vendredi 8, au local, 36, rue du Château-d'Eau, entre 18 h. 30 et 20 heures.

Pour les groupes et camarades de province, règlement du n° 68 au plus tard lundi 11 octobre.

Aux groupes et camarades qui n'auront pas réglé, l'Administration se verra dans l'obligation de supprimer l'envoi du numéro suivant, et cela dans l'intérêt même de la vie du journal.

Nous préparons une affichette pour le relancement de « La Commune » ; elle sera prête samedi. Prière aux groupes de la région parisienne de venir la chercher au local.

La distribution de « La Commune » dans les kiosques Paris et banlieue est maintenant assurée d'une façon plus large. Nous demandons aux camarades de chaque localité de nous signaler immédiatement les endroits où « La Commune » manquerait.

CONVOCATIONS

C.C. — Samedi 9 octobre, à 15 heures.
Rédaction. — Samedi 9 octobre, à 17 h.
Commission syndicale. — Samedi 9 octobre, à 17 heures.
Jeunes. — Commission centrale, lundi à 20 h. 30.

Note de la rédaction

Comme l'indique d'autre part l'administration, des efforts de chacun dépend la parution sur 4 pages de « La Commune ». Mais, pour assurer de la vie au journal, il faut aussi que nous recevions de nos lecteurs une correspondance abondante.

Nous rappelons à nos correspondants que la copie doit parvenir le lundi soir au plus tard, afin de nous permettre de faire le journal dans les conditions les meilleures.

L'abondance des matières nous oblige à remettre la parution d'un article sur le Japon et les événements d'Extrême-Orient.

NOUVELLES DE BARCELONE

L'EXPULSION massive de France de réfugiés espagnols commence à porter ses terribles conséquences ; des centaines d'emprisonnements, un filtrage sévère, des exécutions, des envois au front... La France démocratique a servi de filtre contre-révolutionnaire à la bourgeoisie démocratique du gouvernement Négrin.

On rapporte ici les propos de Vaillant-Couturier répondant au responsable français d'un Comité de réfugiés : « Qu'ils défendent leur pays ».

Ceux qui devaient faire payer les riches en France ne peuvent même pas taxer les riches pour assurer le misérable secours aux réfugiés espagnols chassés par Franco et livrent systématiquement les révolutionnaires tant à Franco qu'à Hitler et à Mussolini.

LA COMEDIE DES CORTES

Réunions des Cortès. Discours. La comédie parlementaire d'une démocratie bourgeoise dont les contradictions créent la guerre civile, se pousuit pendant que, dans les geôles du gouvernement de Négrin, et dans celles du parti stalinien, se trouvent des milliers de combattants d'une révolution prolétarienne étranglée. Les Staliniens tiennent un bout des décors, les agents du capital financier franco-anglais tiennent l'autre bout.

Les mesures de rigeur contre les prolétaires révolutionnaires sont doublées de faveurs aux pseudo-modérés qui sont invités à venir siéger aux Cortès.

Les palabres des Cortès furent dominées par le leit-motiv : union des forces antifascistes. La Passionaria se prononça pour l'entrée de la C.N.T. dans le Gouvernement. Mais l'entrée de la C.N.T. implique aussi celle de l'U.G.T. On verra plus loin pourquoi les Staliniens sont maintenant favorables à une telle mesure. « L'Espagne sous le knout », affiche l'Union anarchiste à Paris, mais, dans la C.N.T. comme dans l'U.G.T., Staline a trouvé des partisans du knout.

UNE SCISSION DANS L'U.G.T. ?

Les Staliniens, poursuivant leur manœuvre, proposent maintenant que l'U.G.T. et la

Après les journées de Barcelone.

La crise en Espagne républicaine

C.N.T. entrent à nouveau dans le gouvernement, à la suite de l'élimination de Caballero de la direction de l'U.G.T. Sur ce point, nous n'avons pour l'instant que les dépêches officielles et elles manquent de clarté : on apprend l'existence d'une nouvelle direction qui va prendre des mesures contre les tentatives scissionnistes. Ça ressemble bougrement à une opération de scission faite avec d'autant plus d'aplomb que l'appareil étatique — dans un pays où règne l'état de siège — est entièrement au service des Staliniens.

Caballero, celui que certains qualifiaient de « Lénine espagnol », voit son journal interdit, ses réunions interdites. S'il ne veut pas être assassiné, il devra faire comme il fit devant le tribunal militaire du gouvernement Gil Roblès, après l'insurrection des Asturies, c'est-à-dire capituler.

Ne pourraient d'ailleurs s'en étonner que ceux qui, ignorant le passé de ce prétendu « Lénine espagnol », qui a beaucoup plus de parenté avec un Jouhaux ou un D'Aragona. Caballero n'a-t-il pas été conseiller technique du dictateur Primo de Rivera ?

LE PROCES DU P.O.U.M. TRAINE

Le procès de Gorkin, Andrade et autres militants du P.O.U.M., traine. Les Staliniens le font exprès. Ils préfèrent régler ce procès dans les faits, c'est-à-dire par l'exécution et non donner une tribune aux militants du P.O.U.M.

On ne peut pas évoquer ce procès sans signaler le dernier article de Zyromski dans la « Tribune libre » du « Populaire ». Ce haut fonctionnaire de la Troisième République, ce gauchiste partisan du « sac-au-dos », est depuis des mois l'agent le plus servile des Staliniens dans le Parti socialiste. Avec une hypocrisie éhontée, il déclare qu'il faut passer sur les petites erreurs qui peuvent être commises et soutenir inconditionnellement le gouvernement Négrin qui a charge d'assurer l'ordre à l'intérieur par tous les moyens.

Ce n'est pas Zyromski qui peut nous surprendre. Mais que doivent en penser ses camarades de Parti qui firent avec lui un Comité de soutien pour l'Espagne ? Que pense Weil-Curiel qui fut précisément de la délégation qui enquêta sur le P.O.U.M. ? Nous ne demandons pas ce que peut en penser Ferrat qui parle de la lutte « courageuse » de Zyromski dans le P.S. ? C'est sur des positions politiques qu'on peut s'entendre pour mener une lutte commune, et non pas sur la nécessité d'un soutien militaire détaché de toute considération politique.

LA C.N.T. GLISSE SUR LA PENTE

Le Comité national de la C.N.T. vient, toute honte bue, d'approuver le gouvernement Négrin.

Ce même Comité national de la C.N.T. vient de faire un appel où se révèle toute une idéologie enfantine qui masque bien souvent la duplicité.

Les problèmes de l'U.R.S.S. qui commandent la situation internationale sont considérés comme des problèmes intérieurs à l'U.R.S.S. et les méthodes du stalinisme qui expriment une pression de classe sont considérées comme des histoires de poissons.

Jugez plutôt :

« ... Il y a déjà quelques mois, depuis décembre, en Catalogne, commença en Espagne la persécution contre un secteur antifasciste qui avait pris part dans la lutte, dans les rues, pendant les journées de juillet, et qui a agi d'une manière décisive sur les fronts, lorsque la guerre civile motivée par la résistance des rebelles se produisit. Ce secteur, le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, agglutinait une partie de l'opinion marxiste, face à la politique imposée par Staline à l'Etat russe et par ses amis et partisans de l'Internationale Communiste.

Mais tout ceci ne nous intéresse pas.

Nous sommes en marge absolue de ces querelles internes, qui ont de si sanglants résultats en U.R.S.S.» ...

« ... Cette loi cruelle, du gros poisson mangeant le petit, a toujours heurté la noblesse espagnole. Ici on a laissé vivre le petit poisson avec une vie plus ou moins réduite ou précaire. Et nous croyons que ce chemin dangereux commencé par l'élimination du P.O.U.M. à laquelle suivra sans doute l'élimination d'autres partis minoritaires bien que ce soit pour donner une vie puissante à ce parti unique du prolétariat doit épouvanter les futurs petits poissons, encore habitués à observer une tradition politique encore un peu respectueuse et honnête avec les faibles ... »

Ces pleurnicheries peuvent faire sourire tout au plus.

Au nom de « l'unité antifasciste », les pires crimes ont été commis. La bourgeoisie et la bureaucratie staliniste ont dépossédé le prolétariat des positions qu'il avait occupées à la suite des journées de juillet 1936 ; les organisations révolutionnaires, bien oscillantes, furent décapitées. Et, maintenant, « l'unité » est loin d'être réalisée, l'Espagne gouvernementale connaît une crise incessante qui est celle de la démocratie elle-même.

La seule « unité » véritable, seul un parti révolutionnaire aurait pu y parvenir en rassemblant les masses travailleuses autour d'un programme révolutionnaire hardi, dans des Soviets. Aux militants révolutionnaires d'en tirer la leçon s'ils ne veulent pas, à leur tour, entendre parler de gros et de petits poissons.

Chronique syndical

Bilan d'un mois

Depuis un mois, nous assistons à une nouvelle vague d'offensive engagée par le patronat français dans différentes corporations et sur tout le territoire. Les prétextes et les motifs sont divers, mais le but est le même : lasser, décourager, user les ouvriers trahis dans ces nombreux mouvements par leurs dirigeants syndicaux, avec l'appui du Gouvernement de Front Populaire soutenu par les Staliniens.

Et ainsi, pour le grand patronot, reconquérir son autorité morale et matérielle endommagée par l'offensive de juin 1936 ; et pour le Gouvernement Front Populaire et les communistes, sauver la démocratie contre le fascisme, pour « L'unité des Français », *pour* « la France aux Français » !

Or, depuis le 3 août dernier, les ouvriers, ouvrières et employés de la Manufacture d'Armes et Cycles de Saint-Etienne (Maison Mimard) *sont en grève pour exiger l'application du contrat collectif aux employés ; après cinquante jours d'occupation de l'usine, les ouvriers et employés acceptèrent la médiation du Président du Conseil, pour une entrevue d'une délégation ouvrière et du Patronat, la désignation d'un arbitre et toute la procédure de cette fameuse loi d'arbitrage.*

Or, aujourd'hui, l'usine évacuée, acceptant en même temps la « neutralisation », contraints maintenant à continuer la grève de l'extérieur, les ouvriers sont en face d'un Patronat ayant maintenu toute son intransigeance.

Le conflit de la S.I.M.C.A., à Nanterre, déclenché à la suite d'une tentative de licenciement de quarante-neuf ouvriers, vient, lui aussi, de se terminer d'une façon lamentable. Les dirigeants du Syndicat parisien se conforment aussi à la loi d'arbitrage en faisant évacuer l'usine, puis reprendre le travail, laissant espérer une fois de plus aux quarante-neuf licenciés que l'arbitre ou le sur-arbitre allait arranger la chose.

Dans le même temps, Renault fait des sondages ; Pillot, un des magnats de la chaussure, réduit les heures supplémentaires, pendant que nos bonzes et le gouvernement font une enquête sur la production et cherchent à démontrer que la loi de quarante heures crée une diminution de la production.

Dans le cartonnage, des grèves sont en cours ainsi que dans diverses autres corporations pour les mêmes motifs : violation des contrats collectifs, renvoi de délégués, licenciement, diminution des salaires, « Pillot », *chômage partiel, etc., etc...*

D'autre part, avec le mois qui vient de se terminer, un événement assez important vient de se faire jour, qui a mis l'Etat-Patron dans l'obligation de réfléchir une fois de plus et de comprendre que les promesses ne peuvent suffire, même quand elles émanent de Messieurs Chautemps, Bonnet, Blum, Thorez, Duclos ou Jouhaux ; c'est la décision prise par le Cartel des Fonctionnaires, dans son dernier Comité National, exigeant du Gouvernement une augmentation de salaire de 150 francs par mois à partir du 1er octobre, et mettre en application pour les mois qui vont suivre, l'échelle mobile des salaires. Cette bombe dans le gouvernement, à la veille des élections cantonales, a réveillé un peu brusquement les endormis du ministère, ceux qui pensaient que banquets et discours étaient suffisants.

Aussi, déjà à la suite d'une réunion importante des ministres, tenue samedi dernier, après une réunion au préalable des ministres socialistes, une entente provisoire a été conclue en vue de gagner du temps et d'apaiser le mécontentement des fonctionnaires, en leur lâchant un petit os à ronger.

Pendant ce temps le Gouvernement continue et active la manœuvre de l'enquête sur la production avec l'appui non seulement du Patronat français, mais des dirigeants de la C.G.T. Enquête sur la production, en vue de justifier la nécessité pour les ouvriers de consentir et d'accepter des dérogations à la loi de quarante heures, après l'offre faite par les mêmes dirigeants syndicaux, à la suite de la proposition et du vote du dernier C.C.N., de la C.G.T., suivant lequel les ouvriers seraient prêts à accepter de faire une heure supplémentaire par semaine, en vue d'apporter leur cote-part à la retraite des vieux travailleurs. Nous sommes loin maintenant des propositions des Partis communiste et socialiste de « prendre l'argent là où il est » ou de « faire payer les riches » !

Quant à l'augmentation des salaires, les 12 % promis pour la métallurgie, et aux autres corporations. quant au contrôle sur l'embauchage et le débauchage, et aux diverses propositions déjà posées en faveur des travailleurs des usines et des champs, tout cela est reculé aux calendes grecques, si le prolétariat ne réagit pas.

Pour le chômage, s'il a été en régression depuis un an à la suite de l'application des nouvelles lois, malheureusement pas dans les proportions que l'on aurait pu espérer du fait d'une augmentation de la rationalisation et de la cadence de production, depuis le mois de septembre on enregistre une nouvelle augmentation du chômage et pour la première quinzaine de septembre, le nombre de chômeurs inscrits officiellement était de 305.958.

Parallèlement à cela, nous assistons à une nouvelle activité des syndicats fascistes qui, profitant des capitulations des bonzes de la C.G.T., et du mécontentement créé dans les usines, chantiers, bureaux et champs, par leur soutien aux rampants du Gouvernement Front Populaire, ainsi, samedi 2 octobre, Doriot « que l'on devait mettre en prison », *offrit une grande fête au Moulin de la Galette et remit des drapeaux aux Sections Renault et à diverses autres sections. Ceci, en attendant de nous faire envoyer par ses fiers-à-bras quelques coups de revolver. D'autre part, Dorgères envoie ses colonnes à Paris visiter l'Exposition.*

Devant ce bilan incomplet d'un mois, il est donc indispensable d'alerter les travailleurs, d'examiner et de leur faire comprendre qu'il est urgent de réagir, s'ils ne veulent pas être étranglés, comme l'a été, dans d'autres pays, le prolétariat.

L'espérance dans les cinq millions de membres de la C.G.T. n'est pas suffisante, s'il n'y a pas de mouvement d'ensemble. L'expérience des syndicats allemands est là. Malgré leur organisation puissante, leurs bureaucraties, leurs maisons du peuple, de repos, leurs châteaux et leurs 7 millions d'adhérents, ils n'ont pas empêché Hitler de prendre le pouvoir. L'inertie, la trahison des chefs et dirigeants de la C.G.T. allemande avaient empêché toute réaction et enlevé toute la combativité des ouvriers allemands qui pourtant, en 1918, *avaient su se battre.*

Le Prolétariat français va être aux prises, dans les jours qui vont venir, avec les mêmes difficultés et devant les mêmes événements. Veut-il accepter de nouvelles capitulations ? Il faut arrêter la défensive qui dure depuis un an et recommencer l'offensive. L'exemple de Juin 1936 *a été une première leçon. Aujourd'hui, mieux avertis, mieux préparés, nous pouvons pousser notre victoire beaucoup plus loin. Pour cela, constituons nos véritables conseils d'entreprises et nos liaisons ; préparons la grève générale, par l'occupation de tous les moyens de production et d'échange. Avec nos dirigeants ou malgré eux, et préparons-nous* à produire pour nous.

AUX METALLOS...

La rédaction prépare une page de « L'Exploité des Métaux » *dans* « La Commune ». *Ecrivez-nous sans retard, participez à cette page.*

Souscris pour

La Commune

LE COIN DU PROLO

Métaux

Chez Bertin dans le 14e

Dans cette boîte qui travaille, comme beaucoup en ce moment, pour la guerre, sur 80 ouvriers, une soixantaine appartiennent au Syndicat professionnel. Les quatre délégués sont les représentants de cette organisation ; du reste le patron est Croix-de-feu.

Ces Messieurs, partisans, eux aussi, du respect de la liberté de pensée, boycottent les nouveaux embauchés s'ils ont le malheur de ne pas vouloir adhérer, s'ils sont seulement hésitant pour adhérer à leur organisation.

Même si l'essai, qui dure 16 heures (**on voit que c'est un patron qui n'a pas peur de manger de l'argent**) a réussi, on lui dit tout bonnement qu'on le convoquera, ce qui veut dire : n'y compte pas.

Pendant ce temps, on crie au sabotage de la production, et on s'amuse à faire faire des enquêtes et à publier des articles que des bons bougres du Front Populaire prennent au sérieux, en vue d'aider les magnats et les véritables saboteurs et exiger des ouvriers des dérogations à la semaine de quarante heures et ameuter l'opinion publique.

Que ces Messieurs prennent garde et se rappellent juin 1936, car les ouvriers ne sont pas décidés à se laisser faire.

Un Syndicaliste révolutionnaire.

P. S. — Observons que la maison Bretin se trouve dans le fief de M. le député Croizat, secrétaire de la Fédération des Métaux. « Nous te tendons la main, Croix-de-Feu.. » ?

P. T. T.

Le mécontentement grandissant

De plus en plus la gêne s'installe dans les foyers des travailleurs. Les fonctionnaires ne peuvent plus joindre les deux bouts ; ils commencent à comprendre que le Front populaire fut une tromperie, qui ne profita qu'au capitalisme et permit à beaucoup d'avoir des places rétribuées avantageusement. Quant aux dirigeants syndicaux (C.G.T.), c'est pareil, toujours la tromperie.

Les exploités de l'Etat, avec juste raison, manifestent leur mécontentement.

Les bonzes syndicaux ont senti le vent, ils ont compris que les travailleurs fonctionnaires ne pouvaient plus attendre pour la revalorisation de leur traitement et continuer indéfiniment la « pause ».

Ainsi, nous avons pu constater un changement d'attitude et de langage chez les responsables syndicaux ; ils parlent un langage gauchiste, parce qu'ils craignent leur base ; ils veulent sauver leur place rétribuée, c'est pour cela que la Fédération Postale et les Services publics organisent de nombreux meetings en province et à Paris.

Au cours de ces meetings, on y entendra de beaux discours, des ordres du jour y seront votés ; mais aucun moyen d'action n'y sera envisagé ; après, la collaboration de classe continuera et tout mouvement de grève sera brisé.

Les travailleurs de l'Etat ne toléreront plus que les bonzes syndicaux se moquent d'eux, ils s'organiseront, ils créeront leurs organismes de direction, les « Conseils d'entreprises » (Soviets) et balaieront sans pitié les chefs cégétistes, véritables sangsues du mouvement ouvrier.

Employés

Vers le Congrès du Syndicat de la Région Parisienne

Le Congrès du Syndicat des Employés de la Région parisienne va bientôt se tenir. Les camarades des Assurances ont commencé à discuter, les employés des grands magasins vont en faire autant. Le Syndicat des Employés de la Région parisienne est un des plus importants, car il touche des branches très importantes de l'économie de la région parisienne.

Ce Congrès a été précédé par la dénonciation de la convention collective par le patronat des grands magasins. Le patronat féroce ne veut pas rester sur sa défaite de l'an dernier. Il s'est montré à maintes reprises agressif ; et maintenant il va de l'avant, en premier lieu contre les 40 heures.

Les employés de la région parisienne ont été, cette année, encore mieux servis que les métallos avec la grève Simca ; ils ont pu apprécier la tactique patronale et la tactique de la direction syndicale, à propos de trois conflits : celui du « Soleil », celui de « La Soie », celui des « Magasins Réunis République ».

Au « Soleil », le patron fasciste chasse des délégués, fait matraquer des grévistes, licencie du personnel. Plusieurs mois après, la sentence arbitrale se prononce pour la réintégration des licenciés ; le patronat se moque de cette sentence. Les licenciés restent sur le pavé. Le syndicat a fait bien tardivement une affiche... pour enregistrer les coups.

A « La Soie », toujours des licenciements, et une sentence arbitrale que le patronat reste près de 5 mois à ne pas appliquer. Près de 5 mois pendant lesquels les travailleurs occupent l'entreprise. Le syndicat fait encore une affiche... et laisse la police évacuer l'entreprise après 5 mois d'occupation.

Aux « Magasins Réunis », le mouvement démarre à la suite de provocations patronales. L'organisation syndicale, harcelée par la base, organise une succession de manifestations à la République où elle ne vise qu'à dissiper la colère des travailleurs sans lui donner d'objectifs concrets. Le dossier roupille chez un « arbitre ».

⁂

Que vont faire les employés ? Vont-ils continuer à accepter une orientation syndicale catastrophique et faire confiance à M. Capocci qui, au dernier C.C.N., reprenait le vocabulaire stalinien contre les « trostkystes » parce qu'il craint par dessus tout que les employés aient recours aux méthodes de lutte préconisées par nous ? Les employés sont restés longtemps loin des problèmes de la lutte révolutionaire, mais ils se sont réveillés et ils rattraperont vite le temps perdu. Ça sera dommage pour Capocci, et ce sera surtout dommage pour tout le patronat des Magasins, des Assurances, des Banques.

Coiffeurs

Signature de convention collective

Plusieurs mois après sa signature par les représentants des organisations patronales et ouvrières, la convention collective nationale est rendue obligatoire par arrêté ministériel. Mais qu'apporte-telle aux ouvriers et ouvrières de la coiffure ? L'application des 40 heures ? ou des dispositions permettant d'en espérer l'application ? Même pas ! C'est la consécration du scandaleux régime instauré par le décret de M. Lebas :

45 heures pour Paris ;

47 heures pour la banlieue ;

48 heures pour les villes de plus de 250.000 habitants ;

50 heures pour les villes de plus de 50.000 habitants ;

52 heures pour les villes de moins de 50.000 habitants.

Nous passerons rapidement sur le paragraphe visant les salaires qui devront être établis par des barèmes locaux. Retenons seulement un point acquis : « le salaire minimum ». Par contre, un supplément de 3 francs par jour d'extra est nettement insuffisant.

Chapitre hygiène et protection : il est recommandé d'employer des gants spéciaux pour certaines teintures mais l'on n'obtient pas le paiement de ces gants par le patron.

Ainsi, malgré certains avantages tels que la reconnaissance du droit syndical, la convention ne nous apporte que peu de chose dans les jours qui viennent. Seule l'action ouvrière permettra de défendre les points acquis et d'obtenir l'application des 40 heures...

Cuisiniers

La bonne foi stalinienne

Lors des nombreuses perquisitions, la police arrêta, en même temps que les « cagoulards », un militant du Syndicat des Cuisiniers, Robert Léger. Aussitôt, l' « Humanité » et l'organe stalinien du soir « Ce Soir » s'emparèrent de l'amalgame créé par la police de Dormoy : les trotskystes liés aux fascistes, le rôle obscur de Léger dans la grève des H.C.R.B.

De fait, R. Léger n'est nullement trotskyste, c'est un militant syndicaliste révolutionnaire et son syndicat a fait publier la note suivante :

Robert Léger, militant de notre syndicat, fut arrêté voici quelques jours après une perquisition à son domicile pour détention de vieilles armes non déclarées. Cette arrestation ne peut en aucun cas être liée à l'affaire des « cagoulards », comme certains journaux l'ont inséré à tort.

D'autre part, un journal du soir a fait paraître un entrefilet indiquant que, lors de la dernière grève des H.C.B., il avait joué un rôle qui apparaissait louche.

Ceci est une version totalement erronée.

Ayant obéi à l'ordre de grève de son syndicat, il a respecté la discipline et les ordres du comité central de grève et de son comité général ; il a fait son devoir à l'avant-garde de la corporation dont il est l'élu. — Pour le Bureau syndical, l'un des secrétaires.

(« Le Peuple », 22-9-37.)

Bien entendu, ni l' « Humanité » ni « Ce Soir » n'ont publié la moindre rectification. Cela ne doit pas étonner les camarades cuisiniers qui sont loin d'avoir oublié le rôle des staliniens pendant la dernière grève, rôle qui n'avait rien d'obscur, car manifestement c'était celui de briseurs de grèves.

Lettre de la caserne

Nous avons lu « Le Conscrit », et la lecture de ce journal, autrefois antimilitariste, nous a indignés. Aussi beaucoup de copains commencent à comprendre.

Dans notre Compagnie, nous avons un bleu qui a une grosse blessure au pied, et il ne peut endurer de gros souliers, depuis un mois, il n'est pas encore sorti du quartier.

Vont-ils le garder ainsi deux ans sans sortir ?

Par suite de sa blessure, l'os est à nu, et personne ne s'en occupe, on répond à ses réclamations de mettre des sabots, alors qu'ils savent très bien qu'on ne peut sortir qu'en souliers.

Un bleu vient d'avoir six jours de prison pour un peu de poussière sur son fusil, je crois que c'est un peu fort ! Pour un rien les bleus sont punis.

La nourriture est toujours aussi infecte, le riz,les lentilles toujours immangeables. Je voudrais que R. Guyot mange quelques jours avec nous ; bien souvent le bœuf est noir.

Les bleus ont été emmenés de force dans les foyers catholiques, une petite théorie leur a été faite, pour leur apprendre le danger de lire la presse prolétarienne et de chanter des chants révolutionnaires (30 jours de prison, dont 12 de cellule). Par contre, samedi, ils ont été piqués, alors, pour lecture, on leur a apporté « Gringoire », l' « Echo de Paris » et autres ordures fascistes. Guyot a dû rêver ce qu'il raconte dans « L'Avant'Garde ». Tous les copains sont indignés des mesures que prend le F.P. contre nos camarades espagnols et nous demandons à « La Commune » de faire entendre notre propestation.

Le coût de la vie augmente...

Contre les affameurs Front Révolutionnaire !

Le rapport annuel sur l'application en France des Assurances Sociales a mis au jour quelques statistiques — bien ignorées du grand public — qui illustrent le niveau lamentablement bas des salaires payés en 1935-1936.

Sur 1.000 salariés assujettis aux Assurances Sociales, on compte :

79 travailleurs gagnant moins de 2.400 fr. par an.

132 gagnant de 2.400 à 4.500 francs.
114 gagnant de 4.500 à 6.000 francs.
331 gagnant de 6.000 à 9.600 francs.
344 gagnant plus de 9.600 francs par an.

Les salaires, depuis juin 1936, ont été augmentés pour certaines catégories de travailleurs, mais on sait que les conséquences de l'offensive patronale depuis cette date ont rogné une partie des résultats acquis. L'augmentation du coût de la vie a achevé de réduire à néant les conquêtes que le prolétariat des usines n'a pas su consolider.

⁂

L'indice des prix de détail le démontre. Soit 34 articles de première nécessité : ce qui coûtait 100 francs en 1913 valait successivement :

452 francs en mars 1936 ;
461 francs en juin 1936 ;
494 francs en septembre 1936 ;
550 francs en décembre 1936 ;
576 francs en mars 1937.

Les salaires, eux, ne sont pas augmentés ! L'indice de la dépense d'une famille ouvrière à Paris passe de 486 dans les trois premiers mois de 1936, à 581 pour la période correspondante de 1937. La hausse du coût de la vie a dépassé le niveau des salaires.

Luttons donc pour l'augmentation des salaires, mais en même temps, organisons partout — au village, à l'usine, et sur le lieu d'habitation — la lutte contre les affameurs.

M. Monnet, ministre socialiste de l'Agriculture, vient précisément de préfacer un livre de Marcel Braibant, « La Tragédie paysanne », qui n'est qu'une apologie du Front Populaire et un laborieux effort pour maintenir la paysannerie dans ledit Front Populaire. Ce livre n'est donc pas particulièrement destiné au prolétariat des usines.

Et c'est un Ministre socialiste de l'Agriculture qui établit lui-même le tableau de victoire de la vie chère que l'on appelle pour la circonstance : **Défense de la paysannerie par la revalorisation.**

D'août 1935 à août-septembre 1937, le blé passe de 71 fr. 75 à 180 fr. le quintal ; le vin de 45 fr. à 150 fr. l'hecto ; le lait de 1 fr. 10 à 1 fr. 80 le litre ; le bœuf de 4 fr. 73 à 8 fr. 82 le kilog. ; le sucre de 171 fr. 10 à 277 fr. 25 le quintal.

Ces augmentations, nous l'affirmons, n'ont en rien profité aux ouvriers agricoles, ni aux métayers, ni aux paysans pauvres. La prétendue revalorisation agricole, qui laisse crever de misère plus de quinze millions de travailleurs agricoles, n'est qu'une organisation systématique de la vie chère.

Prenons, pour aujourd'hui, le seul exemple du lait, vendu à Paris 1 fr. 85 le litre.

La prime au détaillant est de l'ordre de 0 fr. 25 par litre. Or le lait a été payé à la production sur la base moyenne de 0 fr. 65 le litre.

En estimant très largement les frais généraux nécessités par le ramassage, le travail et la distribution de lait à 0 fr. 40 par litre, il reste une marge de surprofit capitaliste de 0 fr. 50 par litre.

Or il est distribué chaque mois, dans Paris, plus de 32 millions de litres de lait (32 millions 115.000 litres en juillet), dont plus de 30 millions de litres sont sous le contrôle direct du trust laitier, sans parler des beurres : 2.050.737 kilogs consommés à Paris en juillet, et des fromages, dont la consommation mensuelle atteint 2 millions de kilogs.

La fameuse politique de revalorisation, à laquelle se sont associés sans réserve les staliniens (La France aux Français !...), consacre en réalité une dîme mensuelle de 15 millions de francs prélevée par le trust sur les travailleurs parisiens.

⁂

Alors, des Comités contre la vie chère, soit !

Mais qu'ils soient élus démocratiquement dans les usines et dans les quartiers.

Qu'ils coordonnent leur action en liaison avec les travailleurs du village !

Qu'ils réalisent d'eux-mêmes, en dépit des freineurs, le contrôle ouvrier et paysan sur les entreprises laitières.

Nous examinerons ultérieurement d'autres articles de première nécessité et les formes pratiques de l'action nécessaire à mener contre les affameurs.

Chronique paysanne

Front paysan, chemises vertes et Congrès d'unité

Les 24 et 25 septembre s'est tenu à Paris un Congrès des **Comités de Défense paysanne,** dont le Secrétaire général est Henri Dorgères, lequel, à cette occasion, a pu réunir un contingent respectable de « Chemises vertes » pour mettre debout un programme d'action et de revendications devant servir de plate-forme à la réalisation de l'unité paysanne.

L'aile marchante du fascisme est, de ce fait, délimitée, fixée et, dans une certaine mesure, assagie. Tous les chiens rampants du Front Populaire ont écrit sur Dorgères et contre Dorgères trop d'inepties pour qu'il soit nécessaire de remettre les choses au point. En ne disant pas ce qu'il fallait dire, on a servi souvent celui que l'on prétendait combattre et à la vérité, le Front Populaire s'est avéré incapable d'opposer un mouvement paysan uni à l'agitation dorgériste.

Seule, une agitation de masses, menée par une organisation prolétarienne authentiquement révolutionnaire pouvait bloquer le fascisme vert et lui casser les reins. Or, le Front Populaire est, par essence et définition, conservateur et, partant, contre-révolutionnaire.

Front Populaire et fascisme vert, tout en se combattant, ont suivi des lignes côtoyantes et se sont, à différentes reprises, interpénétrés. Il n'y a pas si longtemps que le Parti communiste sollicitait son adhésion au Front paysan fasciste ; l'orientation donnée à la politique paysanne « républicaine » est d'inspiration nettement agraire, voire agrarienne et aujourd'hui le programme élaboré par Dorgères à Wagram est un catalogue revendicatif dont les pièces détachées sont empruntées aux différentes formations du Front Populaire.

Si, d'autre part, nous nous reportons à la critique stalinienne du Congrès de Wagram, nous constatons que Waldeck Rochet et Renaud Jean se déclarent d'accord avec cette formule d'unité et lui reprochent simplement les injures qu'ils en reçoivent.

⁂

Dorgères n'est ni comte ni vicomte. Il s'appelle d'Halluin, comme d'autres s'appellent Durand ; ses origines sont modestes puisqu'il est né à Worquehal (Nord) de parents bouchers. Dorgères est un produit du régime capitaliste corrupteur, il fit de bonnes études que n'animait aucun esprit de classe et cet arriviste s'est toujours maintenu dans les partis de droite dont il fut toujours l'instrument. La misère paysanne a été pour lui un filon à exploiter. On en pourrait dire autant de nombreux politiciens de gauche.

La formule du « Front Paysan » et celle des « Comités paysans », ainsi que leurs méthodes d'action revendicative et de consultation directe des masses paysannes ont été, en réalité, lancées dès 1929 par des militants du Parti communiste et eussent eu une fortune différente si la IIIe Internationale n'avait affectué l'effarant « tournant » que l'on connaît. Elles n'ont, en soi, aucune vertu révolutionnaire et ne valent que si un parti politique leur imprime son orientation. Les dirigeants staliniens se débarrassèrent de ces armes qu'ils étaient impuissants à utiliser : La bourgeoisie les ramassa et s'en servit. Dans le seul département du Finistère, en 1925, 20.000 paysans firent la grève de l'impôt et renvoyèrent au percepteur ses feuilles multicolores.

Dans le même temps où les communistes abandonnaient le langage et l'action révolutionnaires, Dorgères et ses lieutenants entraînaient des milliers de paysans, par leur violence verbale, à des actions extra-légales dont la bourgeoisie elle-même s'effraya. Le Front paysan mis en mouvement aurait débordé ses cadres, refusé le paiement des fermages et exproprié les nobles agrariens de leurs insolents domaines. Ainsi finit le Front Paysan.

Mais il faut souligner que le principal bailleur de fonds était le fameux **Mercier,** qui coupa les crédits au retour d'un voyage... à Moscou, en février 1936.

Quelques mois plus tard, Dorgères a repris son activité. Financé par Lemaigre-Dubreuil, des Huiles Lesieur, il constitue à nouveau ses troupes de choc, les Chemises Vertes, pour torpiller les grèves d'ouvriers agricoles. Il reçoit de nouveaux appuis des petits et grands agrariens dont il défend les intérêts de classe. L'agitation agrarienne s'amplifie ou se réduit selon les besoins politiques de la grande bourgeoisie : le mouvement agrarien n'est plus qu'un moyen de pression utilisé au courant des circonstances.

Et, en septembre 1937, doté d'un coquet hôtel sur la rive gauche, disposant d'un journal à grand tirage, Dorgères range ses troupes sur la voie de garage d'une organisation presque syndicale, derrière un programme presque Front populaire.

Ni Blum, ni Thorez, ni Chautemps, ni le Rassemblement anti-fasciste, dont ils se réclament, ne peuvent se targuer d'être pour quelque chose dans cet assagissement qui n'est sans doute que momentané.

Dans le Lait

Contre l'arbitrage obligatoire

Dans « le Peuple » du 6 septembre, se trouve publié l'ordre du jour adopté par les syndiqués de l'industrie laitière, réunis en assemblée générale le 29 août 1937. Cet ordre du jour comporte l'approbation du rapport moral de la Fédération de l'Alimentation, du programme du Front populaire, mais aussi la condamnation de l'arbitrage obligatoire.

Voici un important extrait de cet ordre du jour qui demande :

1° La suppression totale de l'arbitrage obligatoire qui, malgré quelques avantages, est une arme au service du patronat ;

2° L'application du Plan de la C.G.T. qui, seul, peut nous amener à plus de bien-être et plus de liberté ;

3° Font confiance à la Fédération de l'Alimentation pour qu'immédiatement, avec l'appui de toutes les autres Fédérations, la Confédération prenne une position que commandent les événements actuels qui ne peuvent durer qu'au détriment des ouvriers eux-mêmes, demandent que la loi sur le contrôle de l'embauche soit votée de toute urgence en rappelant qu'elle était la condition essentielle pour l'acceptation des reconductions des conventions collectives, demandent que tous les camarades de province bénéficient de la loi de 40 heures, car ils sont comme nous de la grande famille des travailleurs.

Les événements se chargent de dissiper chaque jour davantage la confusion qui sévit et dont l'ordre du jour ci-dessus en est une expression. Mais il faut agir au plus vite et au plus fort contre l'arbitrage obligatoire, cette « arme au service du patronat » votée par le Front populaire et défendue par la C.G.T.

Un an en Espagne.

Une réunion vivante et ardente

Le 24 septembre, à la fin de la première journée du Congrès du P.C.I., eut lieu la réunion où notre camarade Rémy devait exposer ce qu'il avait vu pendant une année en Espagne.

A cette réunion assista un auditoire relativement nombreux. Plus de 350 présents, en grande partie des militants. Pendant plus d'une heure, Rémy exposa ce qui avait été fait, notamment au point de vue militaire et au point de vue économique ; il montra comment, par l'absence d'une orientation révolutionnaire, dans ces branches vitales, le prolétariat perdit ses positions jusqu'aux journées de mai à Barcelone où la bourgeoisie « républicaine » et son allié le stalinisme, montrèrent leur intention de tout liquider. Nous ne pouvons ici, faute de place, rappeler les exemples qui, d'un bout à l'autre, illustrèrent la conférence de Rémy : la « guerilla » invoquée comme tradition pour ne pas faire vraiment la guerre, le laisser-aller, les oppositions de nationalités, la vie dans les usines de Barcelone. Rémy montra ainsi comment le stailinisme exploita toutes les fautes commises par le P.O.U.M. et par la C.N.T. et la F.A.I. — qui manquaient d'une ligne de conduite claire — pour grandir et, avec le chantage pratiqué à propos du matériel de guerre, arriver à avoir en mains le ministère Négrin.

A la suite de cette intervention, diverses questions furent posées auxquelles Rémy répondit. Et un débat s'engagea entre divers camarades sur les leçons à tirer. Un camarade de la F.A.F., notamment, et un camarade ayant été volontaire en Espagne, intervinrent plus particulièrement, insistant, le premier sur les trahisons commises par les dirigeants de la C.N.T., et concluant, à la manière anarchiste, sur « l'économique » opposé à « la politique », le second, sur la nécessité d'un front de tous les révolutionnaires pour abattre le capitalisme. Pour le P.C.I., le camarade Molinier répondit au camarade de la F.A.F. sur les problèmes de l'Etat et insista sur la démocratie prolétarienne qu'il fallait assurer par l'organisation de Conseils ou Soviets dans la période révolutionnaire.

La discussion fut des plus ardentes, les idées les plus contradictoires s'opposèrent avec vigueur, l'auditoire était partagé entre les diverses conceptions qui s'affrontèrent, avec la passion que mettent les révolutionnaires à défendre leurs opinions, sans que l'atmosphère de camaraderie ne cessa de subsister ; les camarades venus s'informer ont certainement appris plus par une réunion de cet ordre que dans de nombreux meetings à allure spectaculaire.

Une réunion du groupe Lutte de classe

Vendredi dernier s'est tenue, salle Albouy, une réunion du Groupe « Lutte de Classes » de la Région Parisienne. 350 camarades de toutes les corporations assistaient à cette assemblée où le camarade Galopin développa un rapport au sujet de la Commission d'enquête sur la production, ainsi que sur l'arbitrage. Nous reviendrons plus longuement sur ce point dans un prochain article.

Notre rayon du Havre a édité cette affiche:

Nous quittons le parti communiste français

Parce que de jour en jour nous avons vu multiplier les concessions devant le Capitalisme et bafouer le programme qui avait été fixé dans les premiers Congrès de l'Internationale Communiste, sous la direction de LENINE et de TROTSKY.

NOTRE PROGRAMME DISAIT :

La grève est un combat qui ne cesse que par la victoire (Piatnizky 1931).

Le Drapeau Tricolore - La Marseillaise, torchons et chants sanglants du Capital.

La Société des Nations, repaire des brigands impérialistes (Lénine).

Les deux ans, c'est la guerre ! A bas les deux ans et les périodes de réserve.

Pas un sou, pas un homme pour la guerre impérialiste !

Les prolétaires n'ont pas de patrie (Marx).

Les radicaux sont les maquereaux de la République bourgeoise.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous (Marx).

LES CHEFS AUX ORDRES DE STALINE REPONDENT :

Il faut savoir terminer une grève. (Thorez, 1936).

Notre Marseillaise. Notre Drapeau tricolore (Thorez 1935).

Vive la Société des Nations et la « sécurité collective » (des bourgeoisies).

Les deux ans sont nécessaires (« L'Avenir du Havre », 2 septembre 1937).

Vote des Crédits de guerre.

Nous qui aimons notre patrie (Thorez).

Nos Amis Radicaux (« L'Avenir du Havre », « L'Humanité », 1936).

La France aux Français (Thorez 1937).

Nous ne voulons pas rester dans un parti de rénégats ! Nous relevons le Drapeau Rouge des Révolutionnaires Prolétariens !

Nous avons vu le Parti Communiste Français renoncer à tout ce qui fut l'espoir des travailleurs du monde entier et se contenter de la « démocratie bourgeoise ».

Le Parti Communiste Français est le seul frein à la révolution prolétarienne et nous appelons les travailleurs communistes à se regrouper avec nous pour la IVe Internationale, seule héritière du bolchevisme.

Pour la lutte révolutionaire, contre la Guerre et le Fascisme, l'amélioration de nos conditions de vie, pour :

Le pain, la paix, les soviets

ADHERE AU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (IVe Internationale)

Signent cette affiche : Anciens Membres du Parti Communiste
D. T. - R. - E. D.
Anciens Membres des Jeunesses Communistes
H. R. - G. N. - J. P.

Nous tenons les Cartes à la disposition des Camarades qui voudront s'assurer de la véracité de notre démission.

LA DISCUSSION ET LES RESOLUTIONS

du 3e Congrès du Parti Communiste Internationaliste

LES communistes internationalistes, qui se sont organisés en mars 1936 sur la base du P.C.I. se sont réunis pendant trois journées de travail pour déterminer leur orientation politique et réaffermir leurs liaisons.

Trois journées de travail pour examiner, critiquer et tirer les leçons de six mois d'efforts depuis la dernière assemblée du C.C. élargie aux militants de province, six mois d'efforts rendus difficiles par la répression, des difficultés matérielles toujours plus lourdes et par la division des forces des partisans de la IVe Internationale, division qui date maintenant d'une année et dont la cause réside dans les méthodes de construction et d'organisation du parti révolutionnaire qui ne sont que des plagiats mesquins de celles des bureaucraties.

Nous avons exposé particulièrement dans notre dernier numéro la préparation politique du congrès ; le 7e Bulletin Intérieur réservé aux délégués précisait la position des différents militants et groupes ; la discussion serrée de cinquante délégués devait dégager l'orientation générale de l'organisation sur les problèmes les plus importants.

***

La première journée du Congrès fut réservée à la préparation des liaisons inter-groupes et des dispositions à prendre en face de la répression qui s'accentue.

ORIENTATION GENERALE

U.R.S.S.

La seconde journée débuta par un exposé d'un délégué du C.C. sur le développement de la situation politique et sur les différentes thèses en présence. Ce bref exposé fut suivi d'un autre exposé du camarade Meiche qui, après avoir défini ses positions dans de nombreux bulletins, les a exposées tout au long. Nous publierons dans notre revue la thèse présentée par notre camarade Mèche. Nous publions ci-dessous des extraits de la résolution du C.C. sur la situation politique.

Le manque de place nous contraint de ne faire que mention de ces deux conceptions. Il nous suffira de dire que, de l'analyse du camarade Meiche, il ressort que nous ne sommes nullement dans une période de décadence du capitalisme, mais dans une période de remontée, que la situation est de ce fait nettement contre-révolutionnaire, que les perspectives révolutionnaires sont repoussées plus loin lors de la mise en mouvement des masses surexploitées des colonies.

Tout au contraire, la résolution du C.C. tire la conclusion concrète de la situation présente et de ce fait des tâches qui en découlent, sans nier aucunement pour cela les difficultés énormes qui entravent le développement révolutionnaire par le fait que le stalinisme fausse toutes les notions fondamentales de classe.

La discussion des perspectives politique, sur le plan mondial, fut liée à la discussion sur le caractère et le rôle de l'Etat russe. La thèse du camarade Meiche tend à démontrer qu'il n'y a jamais eu de dictature du prolétariat en U.R.S.S., qu'il s'est toujours agi d'un capitalisme d'Etat. La majorité du C.C. est divisée sur la nature actuelle de l'Etat russe, comme nous le verrons par la suite.

Les discussions sur ces questions se poursuivirent toute une journée par des interventions auxquelles participèrent l'ensemble des délégués de Paris et de province. Le débat aboutit au vote à l'unanimité (moins la voix du camarade Meiche) de la résolution d'orientation politique du C.C., résolution qui paraîtra dans la revue, et dons nous extrayons quelques lignes qui donnent un aperçu de l'orientation :

« L'orientation de l'activité du parti est déterminée par la perspective courte de grands conflits de classe dominée par le danger de guerre et pouvant être coupée par la guerre.

Comme il n'a cessé de le faire au cours des mois passés, le P.C.I. combattra énergiquement tous les sentiments « défaitistes » au sein du prolétariat parmi les militants de l'avant-garde. Si la poussée des masses vers le stalinisme, l'éparpillement des forces d'avant-garde, la division des B.-L. constituent autant de facteurs négatifs pour la victoire du prolétariat, la décomposition de la société capitaliste entraînera des luttes immenses qui apporteront de nouveaux moments pour la lutte révolutionnaire. »

On procéda ensuite au vote de la résolution sur la question russe. La résolution du camarade Marc Laurent, publiée ci-dessous, fut adoptée à la majorité des mandats :

1) Le P.C.I., constatant la liquidation de toute démocratie prolétarienne en U.R.S.S., de l'installation au pouvoir d'une bureaucratie exploiteuse et incontrôlable, considère qu'il n'y a plus de dictature du prolétariat en U.R.S.S.

2) Il considère que l'Etat russe n'est plus, dans ces conditions, un Etat ouvrier. Il constate que la bureaucratie soviétique est parvenue, depuis la N.E.P., à la fois à étendre considérablement en U.R.S.S. le secteur collectivisé et à exproprier politiquement et économiquement (en lui enlevant tout contrôle) le prolétariat russe.

3) Le P.C.I. se refuse cependant à assimiler l'U.R.S.S. à un Etat capitaliste et repousse toute formulation creuse comme : « Fascisme rouge », etc... Le P.C.I. tient en effet compte du caractère particulier du capitalisme d'Etat post-révolutionnaire en U.R.S.S. (expropriation sans indemnité, annulation des dettes intérieures, dettes extérieures, importance du secteur nationalisé), du fait que l'U.R.S.S. demeure jusqu'à un certain point un corps étranger dans le système impérialiste, et de la précarité de la dictature bureaucratique en U.R.S.S. coincée entre le capitalisme mondial et la lutte révolutionaire du prolétariat, en face d'un réveil possible de la volonté d'action du prolétariat mondial.

5) Le P.C.I. considère que la IVe Internationale doit susciter et canaliser vers l'issue révolutionnaire ce réveil.

La IVe Internationale devra, pour y parvenir, faire la critique marxiste des conditions dans lesquelles a été réalisée la révolution russe et la prise du pouvoir par la bureaucratie.

La IVe Internationale s'attachera tout particulièrement à l'éducation de ses membres, à l'instauration dans ses rangs d'un centralisme largement démocratique, seul moyen d'éviter la dictature des sommets sur la base et du parti sur la classe.

6) La IVe Internationale soutiendra la volonté de résistance toujours considérable du prolétariat russe, à l'emprise du capitalisme mondial et à la colonisation de l'U.R.S.S.

Elle démontrera que cette lutte ne peut être menée sous la houlette de la classe bureaucratique coupable des pires alliances pour la défense de ses avantages, ni sous le drapeau du nationalisme.

Elle soutiendra la lutte des masses russes contre les privilèges de la bureaucratie, pour le contrôle ouvrier par une véritable démocratie prolétarienne.

Elle se délimitera sérieusement dans sa lutte pour l'émancipation du prolétariat russe de la bureaucratie, de tout courant « libéral » bourgeois quels qu'en soient ses aspects.

La minorité sur cette question, qui voit dans la bureaucratie une couche privilégiée destinée à se dissocier et non une classe, avait faite sienne la définition suivante donnée par L. Trotsky dans « La Révolution trahie », définition englobant la Société soviétique et pas seulement l'Etat soviétique.

L'U.R.S.S. est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle : a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international.

A l'issue de ce vote, notre camarade Meichler exposa dans une déclaration (qui sera publiée également dans la revue) que ses divergences politiques ne lui permettant d'être d'aucune utilité dans l'organisation, il se voyait contraint de démissionner, au risque, après révision de sa position, de reprendre sa place dans le travail commun. Quoique déplorant la perte d'un militant dévoué, le congrès, souhaitant que ce camarade reprenne sa place dans nos rangs, enregistra cette démission qui était l'aboutissant difficilement évitable d'une position politique révisant complètement les positions des bolcheviks-léninistes.

RAPPORTS INTERNATIONAUX

Le problème des rapports internationaux fut l'objet d'une discussion et d'une résolution qui fut votée à l'unanimité des délégués moins deux mandats, lesquels exprimèrent leur accord sur l'orientation politique mais considérèrent que la résolution était insuffisamment critique vis-à-vis des organismes officiels pour la IVe.

Le 3e Congrès du P.C.I. affirme son accord fondamental avec les positions politiques sur lesquelles luttent depuis plus de dix années les bolcheviks-léninistes en U.R.S.S. et dans le monde, et affirme sa solidarité politique avec leur lutte, leurs épreuves. Sa fidélité à la plateforme B.-L., le P.C.I. l'exprime en revendiquant l'unification des forces B.-L. dans tous les pays par la création d'un centre de liaison dont les membres soient démocratiquement informés et les délégués soient démocratiquement élus en une conférence préparatoire des partisans de la IVe Internationale.

Le 3e Congrès du P.C.I. maintient son adhésion au Bureau pour la IVe Internationale, déplore le silence de ce bureau dans toutes ses publications sur l'adhésion antérieure du P.C.I. et en appelle aux B.-L. de tous les pays pour que cessent ces méthodes impropres à la victoire et à la formation du faisceau solide des B.-L. dans le monde.

Le 3e Congrès du P.C.I. salue le camarade Léon Trotsky, dont la lutte a constitué depuis la mort de Lénine la condition de régénérescence du mouvement révolutionnaire, affirme sa solidarité avec Léon Trotsky, les B.-L. russes et de tous pays objets de la répression implacables des forces liguées de la contre-révolution.

Le troisième Congrès du Parti Communiste Internationaliste fut la démonstration de la vie, du développement, des efforts d'un noyau révolutionnaire composé pour la plus grande part de prolétaires liés aux usines et aux champs. Les délégués (dont les 4/5 étaient des militants ouvriers des usines et des champs) ont discuté et pris position en face des problèmes qui se posent.

Une confrontation large, préparée déjà par une discussion importante dans les groupes et entre eux au moyen de nombreux et copieux Bulletins intérieurs, a permis queles points de vue divergents se délimitent aussi clairement que possible pour ne laisser place à aucune position équivoque.

Dans l'article suivant, nous nous bornons à donner les principales résolutions adoptées et les positions opposées sur les questions importantes. Nous publierons prochainement, dans une revue, un compte rendu beaucoup plus détaillé.

***

La caractéristique la plus précieuse que le Congrès révéla, c'est la formation d'un noyau de militants jeunes nouveaux, dont la formation politique s'était considérablement développée dans les derniers mois et dont l'exemple commençait déjà à porter ses fruits auprès d'une partie des camarades J.S.R.

Le Parti Communiste Internationaliste, dont le 3e Congrès constitue, on peut le dire sans aucune forfanterie, une étape sérieuse pour le regroupement des forces de l'avant-garde révolutionnaire, poursuivra la réalisation des tâches fixées par ce Congrès de façon systématique et opiniâtre.

UNIFICATION DES B.L.

Après une longue discussion, la résolution suivante sur l'unification des B.L. fut adoptée par 89 mandats contre 17 pour l'autre résolution et 29 contre toute unification.

« Le 3e Congrès du P.C.I. rappelle que l'unification des forces B.-L. en 1936 n'a pu être réalisée par le fait du régime intérieur imposé par l'autre tronçon B.-L. soutenu par le Bureau pour la IVe Internationale.

Une année s'est écoulée, le P.C.I. a reconstitué ses forces en continuant le combat, sa presse, l'activité de ses militants, ses luttes et la répression sont l'expression de son existence, de sa vie politique, de sa lutte révolutionnaire.

L'autre tronçon B.-L., malgré l'unification de 1936, malgré l'appui international, a développé une politique zig-zagante, opportuniste, n'hésitant pas au bloc avec des libéraux ou centristes contre d'autres B.-L. Les exclusions se succèdent en ses rangs.

S'apesantir sur les difficultés du développement du P.O.I. ou du P.C.I. dans tous les détails ne peut suffire. Aucune des deux formations n'a réussi en une année à progresser nettement, même dans les limites de la pression politique provoquée par les staliniens ; une des causes est la division des forces B.-L.

Le 3e Congrès du P.C.I. estime que l'unification des B.-L. en France est une des conditions les plus importantes pour la formation du parti révolutionnaire en France. Il condamne les positions anti-unitaires basées sur des questions qui ne reposent sur rien de principiel.

Le P.C.I. considère comme moyens nécessaires les plus rapides pour réaliser effectivement l'unification :

1) L'action commune soit à l'échelle nationale, soit à l'échelle locale ;

2) Les discussions communes sur les problèmes de la construction du parti révolutionnaire ;

et charge le C.C. de travailler à la réalisation des positions ainsi définies. »

MOTS D'ORDRE ET PROGRAMME D'ACTION

Le Congrès aborda ensuite le problème des mots d'ordre du programme d'action proposé dans les thèses du C.C.

L'ensemble des mots d'ordre contenus dans ce programme d'action, sauf un, reçut l'approbation du Congrès et fut voté à l'unanimité.

Fut soumis au vote « **l'échelle mobile** », âprement discutée en nos rangs ; ce mot d'ordre fut adopté par 85 mandats contre 52 et 9 abstentions.

Une résolution fut également déposée sur le mot d'ordre du gouvernement Blum-Jouhaux-Thorez, considéré par de nombreux camarades comme étant justifié dans la période écoulée mais erroné maintenant, ces camarades estimant que, par l'expérience actuelle, ce mot d'ordre se trouve de ce fait dépassé. Aussi ce mot d'ordre fut donc repoussé par 126 mandats contre 8 et 12 abstentions.

LE PROBLEME DE LA GUERRE

Le défaitisme révolutionnaire a fait l'objet d'une discussion très serrée. La position suivante en ce qui concerne l'Espagne et la guerre fut adoptée par 104 mandats contre 17 et 25 abstentions.

« Le P.C.I. affirme son attachement à la conception du défaitisme révolutionnaire en cas de guerre impérialiste :

1) Le défaitisme révolutionaire n'est pas l'expression du pacifisme bourgeois, c'est la continuation de la guerre civile en temps de guerre, dont le mot d'ordre de la paix n'est qu'un élément de désorganisation de l'Etat bourgeois.

2) Le défaitisme ne vise pas à une action individualiste, c'est une lutte de masse pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile ; c'est l'appui à toutes les manifestations révolutionnaires des masses prolétariennes en général.

3) Le défaitisme, c'est la défaite de son gouvernement de son impérialisme, c'est la fraternisation avec les ouvriers et les paysans « ennemis ».

Le P.C.I. définit la position du prolétariat en cas de guerre suivant qu'il s'agit de nations impérialistes ou non.

Dans les pays impérialistes, le P.C.I. se prononce en toutes circonstances pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, par le défaitisme révolutionnaire. Cette tactique est le contraire de toute action individuelle (qui rejoindrait l'objection de conscience) ; elle signifie la continuation du travail collectif des militants placés à l'intérieur comme sur les lignes de feu, suivant les décisions de l'organisation pour pousser à la guerre civile (fraternisation au front, manifestations et grèves à l'intérieur).

Le P.C.I. condamne pour les pays impérialistes toute autre politique que celle du défaitisme révolutionnaire et notamment celle qui a été définie sous le nom de « défensisme révolutionnaire » ou de « collaboration révolutionnaire ».

Les rares tentatives de liaison organique entre les organismes de la démocratie bourgeoise et les organismes de la démocratie prolétarienne (conseils comme ce fut le cas dans l'Allemagne de Weimar, ou dans l'Espagne après juillet 1937), ont toujours abouti à l'écrasement du prolétariat parce que ces organismes sont incompatibles : cette conception est à la genèse des fautes du P.O.U.M. en Espagne.

Pour la France, plus que pour l'Espagne, une telle tactique ne constitue qu'une concession au sentiment « antifasciste » vague dans les masses ; sentiment nourri et exploité par les organisations du Front populaire pour mieux préparer l'union sacrée. Le « défensisme révolutionnaire » ne peut, sous la pression de la guerre, qu'estomper la nécessité de la lutte pour le pouvoir, puisqu'il y a « collaboration », et, par suite, effacer la ligne de démarcation de classe.

Les B.-L. doivent exposer que seul le prolétariat peut vaincre le fascisme en créant le pouvoir des ouvriers et des paysans et en en finissant avec la démocratie bourgeoise. »

La position des camarades minoritaires admettait, à certaines conditions, ce qu'elle appelle le « défensisme révolutionnaire » dans des cas comme l'Espagne. D'ailleurs la question est suffisamment grave pour que nous citions aussi la résolution minoritaire :

4°) Deux tactiques peuvent seules, en cas d'une guerre mondiale prochaine, être préconisées : le défaitisme révolutionnaire, le défensisme révolutionnaire. L'application de l'une ou de l'autre devra dépendre pour tel ou tel pays, des circonstances. Dans un même pays, il ne peut y avoir pour toute la guerre de tactique immuable déterminée une fois pour toutes, l'une pouvant être substituée à l'autre si les événements l'exigent.

5°) **LE DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE**

Le défaitisme révolutionnaire signifie organiser par tous les moyens allant du sabotage à la fraternisation, la défaite militaire pour favoriser le triomphe de la révolution prolétarienne. Le défaitisme révolutionnaire ne doit pas être confondu avec le défaitisme petit bourgeois des non résistants, des pacifistes, des individualistes de toutes sortes dont beaucoup n'ont d'autre but que de sauver leur peau ou leurs intérêts. Le défaitisme révolutionnaire peut être appelé à utiliser ces tendances mais ne peut leur être assimilé, son but étant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile victorieuse.

Le défaitisme révolutionnaire s'impose dans toute guerre impérialiste sauf le cas où la défaite risquerait de favoriser l'écrasement d'un mouvement d'émancipation colonial ou semi-colonial (Chine, etc....) ou d'un mouvement révolutionnaire. Dans ce cas, la tactique du défentisisme révolutionnaire devra être substituée au défaitisme.

6°) **LE DEFENSISME REVOLUTIONNAIRE QUI SIGNIFIE LA RESISTANCE MILITAIRE** ne peut s'entendre que comme moyen de défense d'une révolution, d'un mouvement révolutionnaire en cours de développement, ou de la lutte de peuples opprimés contre un oppresseur impérialiste.

Elle peut être menée par la dictature du prolétariat au moyen de l'armée rouge ou par le front unique d'action avec une partie de la petite bourgeoisie contre la grande bourgeoisie (Espagne). Tout front unique d'action doit nécessairement comprendre : 1°) un certain nombre d'actions réelles contre le grand capital, telles que nationalisation des banques, des grandes entreprises, expropriation sans indemnité des grosses fortunes, etc., etc... — 2°) L'indépendance d'action du prolétariat qui doit garder ses organismes propres de contrôle et d'expression (Comités d'usine, de soldats, etc...). Toute collaboration, pour être révolutionnaire, doit être conditionnée par l'accord sur un programme clair d'action contre le grand capital (nationalisation des banques et des grandes entreprises) et par l'action autonome du prolétariat (contrôle ouvrier, buts de guerre antiimpérialiste, comités d'usines, conseils de soldats).

Dans toutes les circonstances où les conditions ne permettent pas à la tactique du défensisme révolutionnaire d'être un instrument de la révolution mondiale, il faut résolument revenir ou s'engager dans la voie du défaitisme révolutionnaire et ne jamais admettre ni l'union sacrée, sous quelque forme ou sous quelque prétexte que ce soit, ni l'utilisation du front unique au renforcement du rapport des forces en faveur de la bourgeoisie, ce front unique ne pouvant avoir qu'un caractère précaire dont l'issue est inévitablement l'écrasement ou la victoire du prolétariat révolutionnaire.

TACHES DANS LA JEUNESSE

La discussion des tâches dans la jeunesse fut axée par un rapport fouillé des camarades jeunes. Un des éléments importants de ce Congrès fut justement la formation d'un noyau de jeunes politiquement développés et aptes à entreprendre des tâches sérieuses dans les couches jeunes de la classe ouvrière.

C'est à l'unanimité que fut adopté le rapport jeune en ce qui concerne la discussion sur la tactique ; pour les positions dans les organisations auxiliaires, la discussion se développa et une position fut déterminée à la majorité de 90 mandats contre 23 et 29 abstentions.

TACHES GENERALES

La dernière journée du Congrès fut réservée aux tâches de l'organisation. Ayant résolu le problème de l'orientation à adopter dans la période qui vient, fixé son programme d'action s'étant déterminé internationalement, le Congrès aborda les formes d'organisation à donner avec les faibles forces dont dispose l'avant-garde révolutionnaire, afin d'avoir le maximum d'efficacité.

Il ne s'agissait plus là que d'une discussion sur les meilleures formes d'activité à adopter pour vaincre.

Le Congrès se prononça sur la résolution suivante par 100 mandats contre 40.

« Il approuve les statuts modifiés aux articles ....., donc la base d'organisation reste la même, cellule d'usine, de caserne, de quartier ;

2) Décide de profiter à fond de l'activité légale possible tout en préparant très sérieusement la résistance à la répression.

3) Décide de réduire à 13 le nombre des membres du C.C. résidant à Paris ; celui-ci décidant de la division de ses tâches ; le Congrès insiste pour qu'il assure une décentralisation des tâches, qu'il procède à la division des budgets, qu'il crée une documentation sérieuse et développe un effort très sérieux pour le développement des liens internationaux existants.

4) **Format du journal.** — « La Commune » reste dans son format actuel, quatre pages ou deux pages selon les possibilités matérielles, parution hebdomadaire absolument.

5) **Revue.** — La revue paraîtra au minimum tous les deux mois. Premier numéro en octobre.

6) Bulletin d'information intérieur. — Tous les mois, édité par un des groupes de province les plus proches de Paris.

7) Décide une conférence syndicale sur les problèmes du travail dans les usines et dans les syndicats, pour les 24 et 25 décembre.

ELECTION DES ORGANISMES DE DIRECTION

Le Congrès procéda ensuite à l'élection de ses organismes de direction, lesquels, conformément aux statuts, furent renouvelés par moitié ; une réunion du C.C. pour la division des tâches et la répartition du travail eut lieu avec la présence des camarades de province.

Le P.C.I. va redoubler d'activité et se préparer sérieusement aux luttes révolutionnaires à venir. Il le fera par une liaison encore plus systématique et plus sérieuse avec la classe ouvrière.

Notre troisième Congrès a jugé que le problème de son activité syndicale doit sérieusement être traité dans toute l'organisation. Aussi, en décidant la préparation d'une conférence syndicale nationale, le Congrès a fait un pas en avant dans son développement.

LES JEUNES

" La fierté d'être soldat "

(Suite de la première page)

Vous allez trouver que uoilà bien du bruit pour une simple histoire de cheveux ? Eh bien, sachez qu'il nous est excessivement pénible de subir cette sorte d'opération ; elle influe considérablement sur le moral d'un jeune homme de vingt ans. Nous estimons, en outre, qu'avec nos matricules et nos blousons, nous avons déjà l'air passablement bagnards sans qu'il soit besoin de compléter le tableau par une coupe de cheveux ridicule et vexante.

« Conservez votre personnalité. Formulez vos réclamations dans des formes légales ». Vraiment, vous écrivez tout ça avec une candeur désarmante ! Au fait, avez-vous accompli votre service militaire, Maurice Léchaux ? Si oui, vous devez avoir de l'amnésie, car vous savez très bien qu'ici « on n'a jamais raison ». Alors, je vous en prie, ne venez pas nous parler de « protester dans des formes légales ». Nous savons ce qu'il en coûte et nous connaissons les résultats de pareilles démarches !

Plus loin, nous voyons : « Dénoncez la propagande fasciste que font les officiers antirépublicains. Alertez la presse du F.P. ». Ah ! si vous saviez comme ils s'en f... du F.P. et des dénonciations, les officiers ! Ils savent bien qu'ils n'ont rien à craindre ; leur chef suprême, « Le Fusileur », comme ils l'appellent, fait beaucoup de discours et c'est tout.

Mais où nous trouvons que c'est « un peu fort de café », c'est de voir Gitton, Secrétaire du P.C., user sa salive à réclamer en faveur des officiers et sous-officiers (ces dernier figurant en nombre un peu moins grand tout de même que leurs supérieurs dans les ligues factieuses). Pauvres officiers, tout de même ! Regardez-les comme ils sont maigres et fatigués ; ils touchent à peine de quoi vivre. Vraiment, ils sont à plaindre, il faut, avant tout, penser à les défendre ! ! ! Dites, ouvriers communistes, prolétaires aux mains calleuses, c'est pour cela que vous avez élu un Gitton ? C'est pour défendre ces tyrans de vos enfants, cette valetaille du capitalisme que vous avez voté rouge ? Nous ne savons pas ce que vous en penserez mais, nous qui avons voté communiste, nous réprouvons de toute notre indignation cette attitude des membres du P.C.

Oui, nous vous reprochons de soutenir des gens que vous deviez combatre. Au lieu d'encourager et de publier les stériles circulaires Daladier, dont l'effet sur l'armée est semblable à celui d'un cataplasme sur une jambe de bois ; vous feriez mieux de reprendre la défense du soldat comme vous le faisiez il y a quelques années. C'est tout, on ne vous en demande pas plus.

Nous savons bien que vous haïssez toujours les factieux avec la même force ; je sais bien qu'avant tout, socialistes et communistes vous êtes les grands Partis ouvriers ; c'est justement pour ces raisons qu'il est pénible de constater que vous bêlez avec les Daladier et consorts : « J'aime à penser que cette catégorie de gradés a complètement disparu de l'Armée française. Jeunes soldats, aimez votre état ! Soyez prêts à défendre la France du F. P. La joie et la fierté d'être soldat gonfle le cœur de chacun (!), etc., etc... ». Voilà le genre de phrase que l'on trouve maintenant dans les journaux prolétariens ! !

Ce n'est pas ça que nous voulons. Le F.P. est mort, torpillé par les puissances d'argent, actuellement il n'est plus qu'un pseudo F.P. Alors, pourquoi continuer à soutenir ce cadavre ? N'est-il pas du devoir de tous les internationalistes de reprendre leur parole ? Les masses ne vous ont, en effet, pas porté au pouvoir pour collaborer avec des « diseurs d'inutiles paroles » ; ces masses, elles veulent de l'action et non pas des réformes « fantômes ». Décidez-vous donc à agir énergiquement une fois pour toutes !

Agir énergiquement, vous en avez un exemple dans les Armées de la Première République. « Saint-Just et Le Bas, en 1792, à l'Armée du Rhin, interrogeaient eux-mêmes les soldats, écoutaient attentivement leurs revendications et punissaient, avec **la dernière rigueur** tout officier, tout chef coupable de négligence ou de trahison ». Avouez qu'entre ces mesures que prenait Saint-Just et l'attitude de Gitton, il y a une légère nuance !

Nous terminons avec l'espoir que notre appel — qui est l'appel de bien des jeunes ici — ne restera pas vain. Et, si vous voulez que nous ne revenions pas du service militaire plus dégoûtés et plus écœurés que nous le sommes, faites quelque chose pour nous. Ce sera la meilleure façon de nous prouver que vous êtes malgré tout des camarades (ce qualificatif que Daladier nous demandait de lui accorder à la Mutualité un peu avant les élections de 36 !). Dans tous les cas, dans huit mois, nous serons libérés de ce long cauchemar. Alors nous saurons nous souvenir, châtier et lutter ; et ceux qui voudront notre peau l'achèteront chèrement, je vous le jure !

L'EXPOSITION DE LA FÉDÉRATION DES PIONNIERS ROUGES

Si l'on n'avance pas, on recule

LA Fédération des Pionniers Rouges expose actuellement, à sa permanence, 49, Faubourg Saint-Martin, l'ensemble du travail qu'elle a effectué depuis sa rupture d'avec la S.F.I.O., c'est-à-dire depuis un an.

Les Pionniers sont passés, depuis novembre 1936, par une série d'expériences extrêmement importantes pour leur édification politique. Sur la base bien particulière d'une organisation d'enfants, ils firent leurs premiers pas et prirent leurs premières leçons de lutte de classe. Très courageusement, ils s'élevèrent contre le courant chauvin social-démocrate renforcé par le Front Populaire. Ils jugèrent indispensable leur autonomie des grandes organisations ouvrières. Celles-ci trahissant chaque jour davantage les intérêts de la Révolution prolétarienne et son drapeau.

Nous autres, J.C.I., nous connaissons la rigueur de la lutte contre le courant, et dès les premiers moments de la rupture des Pionniers avec la S.F.I.O., nous savions qu'une sélection se ferait rapidement dans les rangs des jeunes oppositionnels. Nous savions aussi que, petit à petit, leur groupe se « politiserait » et devrait un jour prendre clairement position devant les problèmes de la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse, d'une nouvelle internationale et qu'ainsi la F.P.R. avait pour tâche de servir de terrain d'expérience, de canal, amenant de jeunes révolutionnaires d'une position politique confuse à une plateforme marxiste claire.

C'est pourquoi, contrairement à la J.S.R. qui ne sût envisager la solution du problème posé par les Pionniers, que d'un point de vue bureaucratique, nous avons mis tous nos efforts à précipiter les expériences politiques de la F.P.R., à aider les pionniers à les assimiler et à donner l'exemple de la probité et de l'intransigeance révolutionnaire dans l'organisation qu'ils s'étaiet créée et qui correspondait pour eux à un pas en avant.

Cette exposition est dominée par le caractère hybride de la F.P.R., organisation culturelle de jeunes à tendance « de masse » et oppositionnelle au courant chauvin Front Populaire.

Cela s'exprime d'avantage encore par le matériel relatif au grand camp volant de l'été dernier (qui constitue une technique de travail remarquable pour une jeunesse révolutionnaire). L'absence d'une plateforme politique précise à l'organisation n'a pas permis de donner le caractère positif nécessaire à l'agitation faite dans les milieux ruraux ou prolétariens traversés par la fameuse colonne Zimmerwald. Mais, toutefois, les idées exprimées étaient, d'une façon générale, celles de l'opposition bolchevik-léniniste.

Les Pionniers doivent comprendre le parti qu'aurait pu tirer de semblables situations une jeunesse communiste internationaliste, très ferme et politiquement homogène !

Il leur faut aussi comprendre que posséder un capital précieux de moyens techniques pédagogiques et d'agitation, c'est bien, mais que cela ne signifie rien si ces techniques ne servent pas une claire politique révolutionnaire.

Des graphiques intéressants nous apprennent que l'âge moyen des pionniers est... 18 ans !

Vous n'avez pas recruté et c'est ce qui fait qu'il y ait si peu de moins de 17 ans à la F.P.R. ?

En cela nous ne sommes pas surpris, au contraire.

Mais ce n'est plus là l'organisation d'adolescents que vous étiez à l'origine. 18 ans, c'est précisément l'âge moyen d'une jeunesse politique révolutionnaire.

C'est ainsi que naissent dans la F.P.R. de grosses contradictions entre les éléments « vieux » et « jeunes ». Les plus âgés manifestant chaque jour davantage un intérêt politique accru pour tous les problèmes posés par les événements mondiaux, et les plus jeunes, types apolitiques, opposant leur déception de ne plus trouver l'activisme naturiste qu'ils demandaient à la F.P.R. de leur procurer.

Votre exposition, Camarades, très intéressante et bonne leçon pour nous autres jeunes communistes internationalistes, est une étape dans le développement de votre groupe.

Votre séparation de la S.F.I.O. a été un pas formidable en avant. Il faut poursuivre votre route, vous ne pouvez pas en rester là ; prendre position politiquement d'une manière non équivoque, lutter dans les rangs des partisans de la IVe Internationale qui vous ont précédés dans la voie que vous suivez.

Des tâches extraordinaires incombent aujourd'hui à la jeunesse révolutionnaire qui doit s'apprêter à jouer un rôle grandiose dans les heures qui viennent.

Pas plus qu'hier, nous ne vous dirons : « Adhérez à la J.C.I. ! », mais : « Etudiez encore si vous hésitez. Mais faites vite, le temps presse et prenez position politiquement avec la plus grande netteté. L'heure des jeux de ballons est passée, aujourd'hui il faut bâtir la nouvelle jeunesse communiste internationaliste. Nous vous engageons fraternellement à travailler à nos côtés, dans la plus complète démocratie prolétarienne. »

Qui n'avance pas recule ! Pionniers rouges, encore un pas en avant !

***

L'Exposition des Pionniers Rouges sur leur camp volant « Zimmerwald » est ouverte tous les samedis pendant le mois d'octobre, de 16 heures à 20 heures, 49, Faubourg Saint-Martin, Paris-10e (Chants révolutionnaires ; Cercle de discussion politique).

Bulletin d'Abonnement à la " Commune "

Nom et prénom .....

.....

Adresse .....

.....

souscrit un Abonnement de { 3 mois ..... 5 fr. / 6 mois ..... 10 fr. / 1 an ..... 20 fr.

et adresse le montant au compte postal Brausch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin

Le Gérant : M. GUILLARD.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)